

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1193  
28 janvier 1976

Original : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente-deuxième session  
Point 7 de l'ordre du jour provisoire

NECESSITE D'ENCOURAGER ET DE DEVELOPPER DAVANTAGE LE RESPECT  
DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES FONDAMENTALES, Y COMPRIS  
LA QUESTION D'UN PROGRAMME DE TRAVAIL A LONG TERME POUR LA COMMISSION

Moyens à mettre en oeuvre pour intensifier, dans le cadre du Comité du programme  
et de la coordination, la coopération et la coordination entre les divers organes  
et services de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées  
dont les travaux portent sur la jouissance des droits de l'homme  
sous leurs divers aspects

Rapport présenté par le Secrétaire général, conformément au paragraphe 3 e)  
de la résolution 10 (XXXI) de la Commission des droits de l'homme

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
INTRODUCTION .....	1 - 7	1
<u>Chapitre</u>		
I. TABLEAU D'ENSEMBLE DES ACTIVITES DES DIVERS ORGANES ET SERVICES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPECIALISEES PORTANT SUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME, EN PARTICULIER LES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS .....	8 - 91	2
A - Organes et services de l'ONU et institutions spécialisées dont les activités concernent les droits de l'homme, en particulier les droits économiques, sociaux et culturels .....	10 - 49	2
1) Organes et services de l'ONU .....	10 - 36	2

Table des matières (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. <u>(suite)</u>		
2) Institutions spécialisées .....	37 - 49	7
a) Organisation internationale du Travail (OIT) .....	38 - 41	7
b) Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) .....	42 - 44	8
c) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA) .	45 - 46	8
d) Organisation mondiale de la Santé (OMS)	47 - 48	8
e) Banque internationale pour la reconstruction et le développement .....	49	9
B - Principaux types d'activités des différents organes et services du système des Nations Unies portant sur la jouissance des droits de l'homme	50 - 91	9
1) Formulation des normes .....	51 - 56	9
a) Formulation des normes par l'ONU .....	51 - 53	9
b) Formulation des normes par les institutions spécialisées .....	54 - 56	10
2) Contrôle de l'application des normes .....	57 - 86	11
a) Procédures d'examen de rapports .....	58 - 75	11
b) Procédures de communication et de plainte .....	76 - 84	15
c) Procédures d'enquête .....	85 - 86	18
3) Activités d'information, d'éducation et d'assistance .....	87 - 91	18
II. PROCEDURES ET PRATIQUES DANS LE CADRE DU SYSTEME DES NATIONS UNIES, EN CE QUI CONCERNE LA COOPERATION ET LA COORDINATION RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME .....	92 - 152	20
A - Rappel des principales institutions et procédures qui visent à coordonner les activités du système des Nations Unies dans les domaines économique, social et culturel et dans celui des droits de l'homme .....	93 - 121	20
B - Quelques aspects pratiques et résultats de la coopération et de la coordination dans le domaine des droits de l'homme .....	122 - 152	26

Table des matières (suite)

<u>Chapitre</u>		<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
II. (suite)			
	1) Coopération et coordination entre organes directeurs .....	123 - 143	26
	2) Coopération et coordination au niveau des secrétariats .....	144 - 152	30
III.	QUELQUES PROPOSITIONS ET SUGGESTIONS DE GOUVERNEMENTS ET D'ORGANISATIONS CONCERNANT LA COOPERATION ET LA COORDINATION EN MATIERE DE DROITS DE L'HOMME DANS LE SYSTEME DES NATIONS UNIES .....	153 - 165	33
	A - Quelques propositions et suggestions concernant la coordination en matière d'établissement de normes .....	155 - 158	33
	B - Quelques propositions et suggestions concernant la coordination en matière d'application de normes et d'activités opérationnelles en vue de la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels .....	159 - 162	34
	C - Quelques propositions et suggestions concernant le rôle de la Commission des droits de l'homme dans la coordination des activités entreprises dans le domaine des droits de l'homme et les moyens de renforcer l'aptitude de la Commission à remplir ces fonctions .....	163 - 165	36
IV.	OBSERVATIONS SUR LES TENDANCES PRINCIPALES QUI PARAISSENT SE DEGAGER EN CE QUI CONCERNE LES MOYENS D'INTENSIFIER LA COOPERATION ET LA COORDINATION RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME DANS LE SYSTEME DES NATIONS UNIES .....	166 - 177	37

## INTRODUCTION

1. Le présent rapport a été préparé conformément au paragraphe 3 e) du dispositif de la résolution 10 (XXXI) de la Commission des droits de l'homme. Aux termes de ce paragraphe, le Secrétaire général était prié, compte tenu de la nécessité d'établir un programme de travail à long terme unifié dans le domaine des droits de l'homme, de présenter à la trente-deuxième session de la Commission, en particulier, un rapport sur "Les moyens à mettre en oeuvre pour intensifier, dans le cadre du Comité du programme et de la coordination, la coopération et la coordination entre les divers organes et services de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dont les travaux portent sur la jouissance des droits de l'homme sous leurs divers aspects, en vue de développer l'ensemble des conceptions et des préoccupations de la Commission au sujet de la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels, y compris les procédures adoptées et les résultats obtenus en ce qui concerne la promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le cadre du système de rapports périodiques".
  2. Comme la résolution précise que la Commission souhaite, grâce à une coopération et à une coordination intensifiées, développer l'ensemble de ses conceptions et préoccupations au sujet de la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels, ce rapport s'attache particulièrement à étudier les questions relatives à la coopération et à la coordination, dans le cadre du système des Nations Unies, en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels. La Commission, par sa résolution 2 (XXXI), avait d'ailleurs décidé de maintenir à son ordre du jour en permanence la question de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels et d'accorder à cette question un rang élevé de priorité.
  3. Il convient de souligner, en outre, qu'en vertu de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui est entré en vigueur le 3 janvier 1976, le Conseil économique et social pourra transmettre à la Commission des droits de l'homme, aux fins d'études et de recommandations générales, ou bien pour information, les rapports présentés par les Etats parties, selon les articles 16 et 17, sur les mesures prises et les progrès accomplis en vue de mettre en oeuvre les droits reconnus dans le Pacte, ainsi que les rapports reçus des institutions spécialisées conformément à l'Article 18 de cet instrument.
  4. Afin de comprendre les problèmes complexes qui se posent en matière de coordination dans le domaine des droits de l'homme, et principalement en ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels, il apparaît indispensable de dresser d'abord d'une manière succincte un tableau d'ensemble des nombreux organes et services concernés et de leurs fonctions. Tel sera l'objet du chapitre I de ce rapport.
  5. Le chapitre II sera consacré aux procédures et à la pratique de la coopération et de la coordination en ce qui concerne les droits de l'homme, et en particulier les droits économiques, sociaux et culturels, dans le système des Nations Unies.
  6. Au chapitre III, on exposera diverses propositions et suggestions qui ont été faites récemment dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la coopération et la coordination dans ce domaine.
  7. Enfin, le chapitre IV contient des observations concernant les tendances principales qui paraissent se dégager dans les circonstances actuelles en ce qui concerne les moyens d'intensifier cette coopération et cette coordination.
-

## Chapitre I

### TABLEAU D'ENSEMBLE DES ACTIVITES DES DIVERS ORGANES ET SERVICES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPECIALISEES PORTANT SUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME, EN PARTICULIER LES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

8. Divers rapports publiés par l'Organisation des Nations Unies ont déjà décrit en détail plusieurs de ces activités. On se reportera notamment à l'étude intitulée "les activités de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme"<sup>1/</sup>, aux rapports présentés à la Conférence internationale des droits de l'homme (Téhéran, 1968) par l'OIT (A/Conf.32/9), l'OMS (A/Conf.32/8), l'UNESCO (A/Conf.32/10), l'OAA (A/Conf.32/16), et au cinquième additif de l'étude sur la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels, faite par le Rapporteur spécial de la Commission, M. Manouchehr Ganji (E/CN.4/1108/Add.5).

9. On mentionnera tour à tour :

A) les organes et services de l'ONU et les institutions spécialisées dont les activités concernent les droits de l'homme, en particulier les droits économiques, sociaux et culturels; et

B) les principaux types d'activités exercés par ces organes et services dans le domaine des droits de l'homme, et en particulier dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels.

A. Organes et services de l'ONU et institutions spécialisées dont les activités concernent les droits de l'homme, en particulier les droits économiques, sociaux et culturels

1) Organes et services de l'ONU

10. La responsabilité de formuler et de mettre en oeuvre les politiques de l'Organisation des Nations Unies visant à "réaliser la coopération internationale en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion" a été confiée principalement, aux termes mêmes de la Charte, à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social. Conformément à l'article 68 de la Charte, le Conseil a créé la Commission des Droits de l'Homme par sa résolution 5 (I) du 16 février 1946.

11. Le Conseil de Sécurité, il convient de le rappeler, s'est à plusieurs reprises occupé de questions relatives aux droits de l'homme, dans l'exercice de ses fonctions conformément à la Charte, par exemple en ce qui concerne les territoires occupés par Israël, la Namibie et la Rhodésie.

12. L'Assemblée générale qui, peut discuter de toutes les questions en matière de droits de l'homme et faire des études et recommandations à ce sujet, selon les Articles 10 et 13 de la Charte, a établi divers organes qui s'occupent directement des droits de l'homme, tel le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques

---

<sup>1/</sup> Publication des Nations Unies, No de vente F.74.XIV.2.

israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés, ainsi que d'autres organes dont les activités touchent dans une large mesure à ce domaine, par exemple le Comité spécial sur la politique d'apartheid du Gouvernement de la République Sud-africaine, le Comité spécial chargé d'examiner l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et le Conseil de la Namibie.

13. L'Assemblée générale examine les rapports annuels du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CEAD), en vertu de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Elle recevra également, de temps à autre, des rapports et recommandations du Conseil économique et social selon l'Article 21 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et les rapports annuels du Comité des Droits de l'Homme conformément à l'Article 45 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

14. De nombreuses conférences intergouvernementales ont été réunies par l'Assemblée générale pour traiter de questions qui concernent directement les droits de l'homme. Il convient de mentionner à cet égard, en particulier, la Conférence internationale des droits de l'homme (Téhéran, 1968), et les Conférences de plénipotentiaires qui ont élaboré la Convention relative au Statut des réfugiés (1951), la Convention relative au Statut des apatrides (1954) et la Convention relative à la réduction des cas d'apatridie (1961).

15. Le Conseil économique et social peut, conformément à l'Article 62 de la Charte, faire des recommandations en vue d'assurer le respect des droits de l'homme. C'est à cet organe qu'incombe en même temps la responsabilité principale en ce qui concerne l'examen et l'évaluation, avec l'assistance d'un Comité créé à cette fin par sa résolution 1621 C (LI) du 30 juillet 1971, des progrès accomplis sur la réalisation des objectifs de la deuxième décennie du développement, proclamée par la résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale. C'est au Conseil, enfin, qu'il appartient surtout, aux termes des Articles 58, 63 et 64 de la Charte, de coordonner les activités de l'ONU et des institutions spécialisées dans les domaines économiques, sociaux, culturels et dans celui des droits de l'homme. Le Conseil exerce cette fonction avec l'aide de son Comité du Programme et de la Coordination.

16. En conséquence de l'entrée en vigueur du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Conseil économique et social devra mettre en oeuvre le système de rapports des Etats parties à des institutions spécialisées prévu aux articles 16 à 25 de cet instrument, et il est appelé à jouer un rôle central en ce qui concerne l'examen de ces rapports.

17. Le Conseil économique et social et la Commission des droits de l'homme ont créé de temps à autre des organes temporaires ad hoc pour traiter de divers problèmes concernant les droits de l'homme, par exemple le Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe institué par la résolution 2 (XXIII) de la Commission qui a également reçu un mandat du Conseil au sujet des droits syndicaux, et le Groupe d'experts sur le Chili établi conformément à la résolution 8 (XXXI) de la Commission.

18. La Commission des droits de l'homme a créé des organes subsidiaires de caractère permanent ou de durée indéfinie. La Sous-Commission de la liberté de l'information et de la presse a fonctionné jusqu'en 1952. La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a été établie en 1947 par la CDH à sa première session, conformément à la résolution 9 (II) du Conseil, et son mandat a été défini par la 5ème session de la Commission en 1949. Cette Sous-Commission a elle-même créé des organes subsidiaires, avec l'accord de la Commission et du Conseil, tels le Groupe de travail sur les communications prévu par la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil, et le Groupe d'experts sur l'esclavage.

19. La Commission de la Condition de la femme, conformément à son mandat défini par la résolution 11 (II) et des résolutions subséquentes du Conseil, peut faire des recommandations et des rapports au Conseil en vue de promouvoir les droits de la femme, en particulier dans les domaines "... économique, civil, social et de l'éducation".

20. Outre les organes mentionnés ci-dessus qui s'occupent directement de questions relatives aux droits de l'homme, d'autres organes de l'ONU exercent des activités qui peuvent être en rapport avec ces questions. On peut mentionner en particulier : la Commission du développement social, qui fait rapport au Conseil; le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, organe d'experts qui donne des avis du Conseil par l'intermédiaire de la Commission du développement social et, si nécessaire, par l'intermédiaire de la Commission des droits de l'homme; la Commission de la population; le Comité de la planification du développement; le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique du développement, un organe d'experts créé en 1963 par le Conseil; et le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Les programmes des Commissions économiques régionales des Nations Unies, qui incluent une composante de développement social, peuvent eux aussi toucher sur certains points au domaine des droits de l'homme.

21. Ces organes reçoivent l'assistance de divers secteurs du Secrétariat de l'ONU. La Division des droits de l'homme a la responsabilité principale pour mettre en oeuvre les recommandations adoptées par l'Assemblée générale en matière de droits de l'homme, celles du Conseil économique et social en ce domaine, ainsi que les résolutions de la CDH, de la Sous-Commission, et de leurs organes subsidiaires. D'autres services du Secrétariat de l'ONU dont les travaux peuvent être en rapport avec les questions relatives aux droits de l'homme incluent en particulier : le Département des Affaires économiques et sociales, notamment le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires et la Division de la population; le Service juridique; le Département des affaires politiques et du Conseil de sécurité, notamment sa section des affaires africaines; et le Département des affaires politiques, de la tutelle et de la décolonisation, y compris le Secrétariat du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie.

22. Outre les organes et services de l'ONU décrits ci-dessus, il existe de nombreuses organisations autonomes ou semi-autonomes créées par l'Assemblée générale des Nations Unies, dont l'action a une certaine incidence sur les promotions et la protection des droits de l'homme. Ces organismes autonomes ou semi-autonomes,

qui sont décrits brièvement dans les paragraphes qui suivent, sont essentiellement soit des institutions de recherche d'étude, et de formation, soit des organisations qui déploient des activités opérationnelles en vue de promouvoir le développement économique et social.

23. L'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR) a été établi par la résolution 1934 (XVIII) de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1963 en tant qu'organe autonome dans le cadre de l'ONU, pour effectuer des recherches et dispenser une formation de niveau supérieur afin d'aider l'Organisation à atteindre ses objectifs principaux. Les programmes de l'UNITAR, financés par des contributions volontaires, sont approuvés par un Conseil d'administration indépendant et gérés par un Directeur général. Plusieurs études de l'UNITAR, par exemple celle concernant l'efficacité des mesures de lutte contre la discrimination raciale, concernent des questions relatives aux droits de l'homme.

24. Par sa résolution 2951 (XXVII) du 11 décembre 1972, l'Assemblée générale a établi une Université des Nations Unies. Cet Organisme autonome, dans le cadre des Nations Unies, est conçu comme un centre de coordination de diverses institutions, qui doit viser, en coopération avec l'UNESCO, à stimuler les recherches à buts concrets concernant les problèmes d'importance vitale pour l'avenir de l'humanité. Il est précisé que les programmes de l'Université doivent inclure, en particulier, les questions relatives aux droits de l'homme. L'Université est dirigée par un Conseil composé de membres siégeant à titre individuel et gérée par un Recteur.

25. Parmi les organismes de recherche des Nations Unies dont les activités peuvent avoir une incidence sur les questions relatives aux droits de l'homme, on peut aussi mentionner l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) et les Instituts de recherche des Nations Unies consacrés à la prévention du crime et au traitement des délinquants.

26. Parmi les organismes qui déploient des activités opérationnelles, on peut citer le FISE, le Haut-Commissariat pour les Réfugiés, l'UNRWA, la CNUCED, l'ONUDI, le PNUD, le PNUE et le Conseil mondial de l'alimentation.

27. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), créé par la résolution 57 (I) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1946, a été établi sur une base permanente par la résolution 802 (VIII) du 6 octobre 1953. Le rôle du Fonds des Nations Unies pour l'enfance est de collaborer avec les gouvernements, spécialement ceux des pays en voie de développement, dans leurs efforts pour assurer le bien-être des enfants et des adolescents et les préparer à la vie d'adulte. Le FISE fait rapport sur ses travaux à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

28. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) a été créé en 1949 en vertu de la résolution 319 (IV) de l'Assemblée générale, et son statut a été arrêté par la résolution 428 (V) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1950. Le mandat du Haut-Commissaire consiste essentiellement à fournir une protection



internationale des droits et libertés fondamentaux des réfugiés relevant de sa compétence et à rechercher des solutions permanentes aux problèmes des réfugiés, en aidant les gouvernements et, sous réserve de certaines conditions, les organisations privées à faciliter le rapatriement librement consenti de ces réfugiés ou, lorsque cela n'est pas possible, leur assimilation dans de nouvelles communautés nationales. Le Haut-Commissaire présente des rapports annuels à l'Assemblée générale.

29. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a été créé par la résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale en date du 8 décembre 1949. Il a pour fonction de dispenser, en collaboration avec les gouvernements concernés des secours et des services essentiels à la vie et au bien-être des réfugiés de Palestine se trouvant dans les pays du Proche-Orient. L'Office fait chaque année rapport à l'Assemblée générale.

30. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a été créée par la résolution 1995 (XIX) du 30 décembre 1964 en tant qu'organe permanent de l'Assemblée pour promouvoir le commerce international spécialement comme moyen d'accélérer le développement économique et pour formuler des principes et politiques en ces domaines.

31. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a été créée par la résolution 2089 (XX) de l'Assemblée générale en date du 20 décembre 1965 en tant qu'organisation autonome dans le cadre de l'ONU pour favoriser et accélérer l'industrialisation des pays en voie de développement, en encourageant la mobilisation des ressources nationales et internationales.

32. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), institué par la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale en date du 22 novembre 1965, est né de la fusion du Programme élargi d'assistance technique des Nations Unies et du Fonds Spécial des Nations Unies en un programme unique de coopération internationale pour le développement. L'aide fournie par le PNUD, qui peut prendre la forme d'études de fiabilité, d'activités de formation et de perfectionnement ou d'assistance technique, se déploie dans des domaines très variés qui visent, par exemple, à promouvoir la santé, les services sociaux, le logement et à améliorer les structures administratives des pays en voie de développement.

33. Ces projets d'assistance sont exécutés par les organisations du système des Nations Unies les plus compétentes, en accord avec le PNUD.

34. Les propositions des gouvernements intéressés sont examinées par le Bureau consultatif interorganisations, composé des chefs de secrétariat des organisations participantes et des organismes associés des Nations Unies, avant d'être approuvées par les instances compétentes du PNUD.

35. Conformément au vœu de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement tenue à Stockholm en juin 1972, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) 2/ a été institué par la résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale

---

2/ Voir aussi le document E/CN.4/1191.

en date du 15 décembre 1972, en vue de stimuler et de coordonner, dans le système des Nations Unies, toutes les activités concernant l'environnement humain.

36. Comme suite aux recommandations de la Conférence mondiale de l'alimentation (Rome, 1974) 3/, l'Assemblée générale par sa résolution 3348 (XXIX) a créé dans le cadre de l'ONU un Conseil mondial de l'Alimentation élu par l'Assemblée générale sur la proposition du Conseil économique et social. Ce Conseil est chargé de coordonner, dans tout le système des Nations Unies, les activités visant à stimuler et à améliorer la production et la distribution des denrées alimentaires selon les lignes directrices définies dans la résolution XII de la Conférence mondiale de l'alimentation.

## 2) Institutions spécialisées

37. L'Organisation des Nations Unies, y compris ses organes autonomes ou semi-autonomes, et les diverses institutions spécialisées cherchent toutes, dans les domaines d'activités qui leur sont particuliers, à assurer le respect des droits de l'homme. Mais si ce but ultime, qui est d'ailleurs expressément inscrit dans la constitution de certaines d'entre elles, leur est commun, les travaux de certaines organisations paraissent viser plus directement que d'autres la réalisation de ces droits. On décrira brièvement ici les mandats et les structures de ces organisations.

### a) Organisation internationale du Travail (OIT)

38. Conformément à la Constitution de l'OIT, y compris la Déclaration de Philadelphie, les objectifs et les programmes de l'OIT concernent plusieurs des droits définis dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, en tout premier lieu les droits relatifs à l'emploi au travail et à la sécurité sociale et les droits et libertés syndicaux, et aussi, en certains de leurs aspects, le droit à un niveau de vie suffisant, le droit à la protection de la famille, le droit à l'éducation. En outre, diverses activités de l'OIT touchent de près à certains droits et libertés civils et politiques, par exemple les libertés de réunion, d'association et d'expression.

39. L'OIT s'efforce de mettre en oeuvre les principes de sa Constitution par une action normative et par l'emploi de diverses procédures visant au contrôle de l'application de ces normes. L'Organisation a également des programmes d'assistance visant à aider les gouvernements qui en font la demande à atteindre progressivement les normes qu'elle établit.

40. L'un des traits les plus notables de l'OIT est sa structure tripartite qui caractérise tous ses organes, au premier chef la Conférence générale et le Conseil d'administration, sauf les organes composés d'experts nommés à titre individuel. Selon cette structure, chaque délégation d'Etats Membres comprend deux représentants du gouvernement, un représentant des employeurs et un représentant des travailleurs.

---

3/ Idem.

41. Le Bureau international du travail qui constitue le secrétariat de l'OIT est placé sous l'autorité d'un directeur général. Il exécute les programmes de l'OIT conformément aux directives de la Conférence générale et du Conseil d'administration.

b) Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

42. L'UNESCO a pour but, selon les termes mêmes de sa constitution, de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

43. L'UNESCO utilise des méthodes normatives et d'autres moyens très divers pour atteindre ses objectifs, notamment : collecte et diffusion des informations d'intérêt éducatif, scientifique ou culturel, fourniture de services consultatifs et d'assistance technique, création d'établissements et de centres éducatifs, scientifiques ou culturels, organisation de congrès, séminaires et colloques réunissant les spécialistes de divers pays, les subventions à certaines organisations non gouvernementales et l'octroi de bourses de perfectionnement.

44. Les principaux organes de l'UNESCO sont sa Conférence générale qui se réunit tous les deux ans et dans laquelle tous les Etats membres sont représentés, son Conseil exécutif composé de personnalités élues par la Conférence et représentant 40 Etats membres et son secrétariat à la tête duquel est placé un directeur général.

c) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (OAA)

45. L'OAA est l'institution spécialisée qui s'occupe des questions de nutrition, d'alimentation et d'agriculture. L'activité de l'Organisation dans ce domaine se traduit par l'adoption de certaines normes techniques et par l'exécution d'un programme opérationnel d'assistance. Grâce à la campagne mondiale contre la faim, lancée par l'OAA en 1960, des centaines de milliers de tonnes de produits alimentaires ont été distribuées aux personnes souffrant de malnutrition dans le monde entier. Le Programme alimentaire mondial qui a entrepris une vaste action d'aide au développement par la fourniture de produits alimentaires a été créé récemment en commun par les Nations Unies et l'OAA.

46. Les principaux organes de l'OAA sont sa Conférence générale, son Conseil et son secrétariat.

d) Organisation mondiale de la Santé (OMS)

47. L'OMS est l'institution spécialisée du système des Nations Unies qui s'occupe de la santé humaine. Sa constitution qui date de 1946 a proclamé expressément,

avant même la Déclaration universelle des droits de l'homme que "la santé constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain, quelles que soient sa race, sa religion, ses opinions politiques, sa condition économique et sociale". L'OMS a d'importantes activités de lutte contre les maladies transmissibles. Elle exécute également dans les pays en voie de développement un vaste programme d'assistance technique qui porte sur tous les aspects de la santé publique et où l'enseignement et la formation du personnel sanitaire tiennent une grande place. L'application de ce programme se fait en grande partie par l'intermédiaire du réseau d'organisations régionales de l'OMS. Sur le plan normatif, l'OMS a adopté des règlements sanitaires qui, aux termes des articles 21 et 22 de la Constitution, entrent en vigueur dans tous les Etats membres par le seul fait de leur notification à ces Etats.

48. Les organes principaux de l'OMS sont l'Assemblée mondiale de la Santé, le Conseil et le secrétariat.

e) Banque internationale pour la reconstruction et le développement

49. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et les organisations affiliées, l'Association internationale de développement (IDA) et la Société financière internationale (SFI) contribuent à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels. Elles le font tant grâce aux prêts qu'elles accordent aux différents pays pour faciliter des projets de développement qu'au moyen de divers programmes de coopération qu'elles exécutent avec d'autres institutions, notamment l'OAA, l'ONUDI et l'UNESCO, programmes qui visent à encourager les investissements dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et de l'éducation.

B. Principaux types d'activités des différents organes et services du système des Nations Unies portant sur la jouissance des droits de l'homme

50. Malgré le nombre et la diversité des organes et services concernés, les travaux qui concernent la jouissance des droits de l'homme, particulièrement les droits économiques, sociaux et culturels, peuvent être classés en fonction de leur nature même, et non pas seulement suivant les organes qui les exécutent, en trois catégories principales, à savoir : 1) formulation des normes; 2) contrôle de l'application des normes et 3) activités d'information, d'éducation et d'assistance.

1) Formulation des normes

a) Formulation des normes par l'ONU

51. Les normes adoptées par l'ONU sont énoncées sous la forme soit de recommandations - qui portent le nom de "déclarations" lorsqu'on entend proclamer des principes d'une grande importance et d'une valeur durable - soit dans des conventions qui ont une force juridique obligatoire pour les Etats parties.

52. L'ONU a employé diverses méthodes pour procéder à l'élaboration de ces normes. Beaucoup d'instruments ont été préparés en premier lieu par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, puis examinés successivement par la CDH et le Conseil économique et social et adoptés par l'Assemblée générale. Toutefois, plusieurs instruments qui ont des rapports étroits avec les droits de l'homme, par exemple l'ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et la déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social, ont leur origine dans les travaux d'organes autres que la CDH et sa Sous-Commission. Quelques conventions, par exemple celles concernant le statut des réfugiés et le statut des apatrides, ont été adoptées par des conférences de plénipotentiaires convoquées par l'Assemblée générale. Des déclarations récentes, notamment celles sur l'environnement, la population, l'alimentation et la condition de la femme, ont été proclamées par des conférences mondiales réunies par l'Assemblée générale ou le Conseil économique et social.

53. On peut noter dès à présent que, souvent, plusieurs organes de l'ONU ont participé à l'élaboration de ces instruments selon des techniques diverses de consultation, de coopération et de coordination. En outre, dans beaucoup de cas, par exemple dans l'élaboration des pactes relatifs aux droits de l'homme, les institutions spécialisées intéressées, consultées, ont fait des propositions dont il a été tenu compte. On examinera plus en détail au chapitre II ces types de coopération et de coordination.

b) Formulation des normes par les institutions spécialisées

54. Conformément à la Constitution de l'OIT, c'est au Conseil d'administration de cette organisation qu'appartient l'initiative de faire à la Conférence internationale du travail des propositions en matière de conventions et de recommandations. Les organisations professionnelles représentatives ont, de même que les gouvernements des Etats membres, le droit de faire au Conseil des propositions à ce sujet. La composition tripartite du Conseil et des autres organes de l'OIT permet d'associer étroitement les représentants des employeurs et des travailleurs aux délégués des gouvernements dans les décisions à prendre.

55. L'UNESCO a adopté un certain nombre de conventions qui traitent de différents aspects des droits à l'éducation, à l'information, à la culture et au droit d'auteur. La plupart de ces conventions ont été adoptées par la Conférence générale de l'Organisation. Certaines d'entre elles ont été adoptées par des conférences d'Etats convoquées par l'Organisation.

56. Aux termes de leurs constitutions respectives, les conférences générales d'un certain nombre d'institutions spécialisées et notamment celles de l'OIT, de l'UNESCO, de l'OMS, de l'OAA ont reçu pouvoir d'adresser à leurs membres des recommandations. Les recommandations de l'OIT et de l'UNESCO sont soumises à une procédure d'élaboration et d'adoption qui se rapproche de celle applicable aux conventions. Conformément aux actes constitutifs et aux accords pertinents, les autres organisations du système des Nations Unies, notamment l'ONU, sont consultées en ce qui concerne l'élaboration des normes adoptées par les institutions spécialisées.

2) Contrôle de l'application des normes

57. De plus en plus fréquemment, les organisations du système des Nations Unies emploient des procédures visant à exercer un contrôle international de l'application des normes qu'elles ont adoptées. Ces procédures comprennent notamment : a) les procédures d'examen de rapports; b) les procédures dites de communication ou de plainte selon lesquelles un Etat, et dans certains cas une organisation non gouvernementale ou un particulier, peuvent invoquer devant une instance internationale la non-observation des dispositions d'un instrument relatif aux droits de l'homme, y compris les droits économiques, sociaux et culturels; et c) les procédures d'enquête.

a) Procédures d'examen de rapports

i) Procédures d'examen de rapports adoptées par l'ONU

Système des rapports périodiques sur les droits de l'homme institué par la résolution 624 B (XXII) du Conseil économique et social

58. Conformément au paragraphe 3 e) de la résolution 10 (XXXI) de la Commission des droits de l'homme, qui mentionne spécialement le système de rapports périodiques sur les droits de l'homme, on rappellera ci-dessous les traits principaux de cette procédure, les conclusions formulées par les organes d'examen sur les rapports concernant les droits économiques, sociaux et culturels, et l'évaluation de ce système au sein de l'ONU.

59. Le système des rapports périodiques dans le domaine des droits de l'homme, institué par la résolution 624 B (XXII) du Conseil économique et social en date du 1er août 1956, a ensuite fait l'objet des résolutions 888 B (XXXIV), 1074 C (XXXIX), 1693 (LII), 1230 (XLII) du Conseil et de nombreuses résolutions de la Commission des droits de l'homme.

60. Tel qu'il fonctionne à l'heure actuelle, le système des rapports périodiques prévoit l'examen, en premier ressort, par un Comité spécial de la Commission des droits de l'homme, qui soumet ensuite ses conclusions à la Commission plénière, de rapports transmis par les gouvernements des Etats Membres de l'ONU et des institutions spécialisées, ainsi que par les institutions spécialisées elles-mêmes, sur l'évolution et les progrès accomplis en ce qui concerne les droits énumérés dans la Déclaration universelle et le droit des peuples à l'autodétermination. Ces rapports sont transmis selon le cycle biennal ci-après : en 1972, rapports sur les droits civils et politiques; en 1974, rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels; en 1976, rapports sur la liberté de l'information; et ainsi de suite.

61. Publiés in extenso, les rapports sont accompagnés d'un résumé analytique, d'un index par pays et d'une table des matières préparés par le Secrétaire général. Les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social sont priées de communiquer des observations de caractère objectif sur la situation dans le domaine des droits de l'homme en vue d'aider la Commission lors de son examen des rapports périodiques. Les Etats concernés par ces observations peuvent faire des commentaires à ce sujet. Tous ces documents sont également communiqués à la Commission de la condition de la femme et à la Sous-Commission.

La procédure peut conduire à l'adoption de recommandations générales et objectives par la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social.

62. A plusieurs reprises, la Commission des droits de l'homme a indiqué certaines tendances générales qui paraissaient se dégager de l'examen des rapports concernant les droits économiques, sociaux et culturels. Par exemple, dans sa résolution 16 (XXIII), la Commission a estimé que les rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels révélaient les tendances suivantes, qui présentaient une importance toute particulière et un intérêt commun : a) le souci des Etats Membres de mettre en oeuvre les droits de l'homme conformément aux normes établies dans les instruments des Nations Unies; b) les efforts constructifs sur le plan législatif et dans la pratique, entrepris dans des Etats ayant divers systèmes de gouvernement et parvenus à différents stades de développement, en vue de promouvoir le droit à l'éducation, y compris l'intérêt marqué pour la question de l'éducation des adultes, le droit à la sécurité sociale, les droits de l'enfant et de la famille, y compris la fourniture de soins et d'une assistance spéciale aux mères et aux enfants, le droit au travail et le droit à un niveau de vie satisfaisant; c) les tentatives faites par divers Etats pour surmonter les difficultés relatives à la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels, et notamment le souci d'ouvrir aux intéressés des recours en cas de violation de ces droits.

63. Dans sa résolution 12 (XXXI), la Commission a noté avec satisfaction le nombre encourageant de rapports reçus, manifesté sa satisfaction des efforts faits par les gouvernements qui ont soumis ces rapports et appartienent à des systèmes économiques et sociaux différents, pour promouvoir la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels, conformément aux normes fixées dans les instruments internationaux pertinents, par un nombre toujours croissant des habitants de leurs pays. La Commission a enfin attiré l'attention sur certaines conclusions qui paraissaient pouvoir être dégagées des rapports reçus.

64. Dans sa résolution 1074 C (XXXIX) du 28 juillet 1965, le Conseil économique et social a notamment affirmé sa conviction que le système des rapports était non seulement une source de renseignements, mais également un encouragement précieux aux efforts des gouvernements en vue de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et d'appliquer la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

65. Dans la partie B de sa résolution 16 (XXIII), la Commission était d'avis que, pour la détermination des principales tendances des rapports périodiques, la tâche des organismes intéressés des Nations Unies serait facilitée dans l'avenir si l'on mettait surtout à leur disposition des données objectives révélant les caractéristiques suivantes : a) l'influence exercée sur les Etats Membres par les instruments de l'ONU qui contiennent des principes et des normes en vue de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et, en particulier, des mesures adoptées pour mettre en oeuvre ces instruments; b) l'intérêt commun de plusieurs Etats en ce qui concerne certains aspects des droits à l'étude; c) l'expérience des difficultés rencontrées dans le domaine des droits de l'homme qui peut présenter

un intérêt pour d'autres Etats; d) les faits nouveaux ou les méthodes nouvelles qui pourraient aider à surmonter certaines difficultés; e) la participation de fractions de plus en plus nombreuses de la population à l'exercice des droits de l'homme. La Commission a estimé que ces principes constituent la base qui convient pour une évaluation objective des rapports périodiques par les organismes intéressés des Nations Unies.

66. Par sa résolution 1693 (LII) du 2 juin 1972, le Conseil économique et social a chargé le Comité spécial des rapports périodiques de tenir une session spéciale pour soumettre à la Commission des droits de l'homme des conclusions et des recommandations concernant l'efficacité du système actuel de rassemblement et de diffusion des renseignements sur l'application des droits de l'homme, en accordant une attention particulière à l'annuaire des droits de l'homme et à ses relations avec les rapports périodiques. Dans la partie du rapport du Comité spécial consacrée aux rapports périodiques 4/, il a été notamment souligné que le système actuel était le meilleur moyen existant dont on disposait pour suivre l'évolution de la question des droits de l'homme dans les divers pays, du moins jusqu'à l'entrée en vigueur des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

67. Dans ses recommandations 5/, le Comité a estimé qu'il convenait de maintenir le système actuel de rapports périodiques, et en particulier : que le texte des rapports devrait continuer d'être publié intégralement en quatre langues, que les résumés analytiques devraient continuer d'être reproduits en quatre langues également, et que les tables des matières et index par pays devraient être maintenus. La Commission des droits de l'homme et son Comité spécial devraient toutefois suivre de près la question de la possibilité d'améliorer le système actuel de rapports périodiques et d'établir un lien plus étroit entre ce système et l'annuaire des droits de l'homme. Ces recommandations ont été approuvées par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 22 (XXIX) du 4 avril 1973, puis par le Conseil économique et social à sa cinquante-quatrième session dans sa décision du 18 mai 1973.

68. Le rapport présenté par le Secrétaire général à la trentième session de l'Assemblée générale, conformément à la résolution 3221 (XXIX) de l'Assemblée, sur "les autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales" 6/, résume les suggestions communiquées par divers gouvernements, institutions spécialisées et organisations non gouvernementales, visant à perfectionner le système actuel de rapports périodiques.

---

4/ E/CN.4/1104, par. 14 à 18.

5/ E/CN.4/1104, par. 27 B.

6/ A/10235, par. 134 à 139.



Procédures d'examen des rapports des Etats instituées par les Pactes  
internationaux relatifs aux droits de l'homme et par d'autres  
conventions de l'ONU

69. Diverses conventions adoptées dans le cadre ou sous les auspices de l'ONU prévoient la présentation par les Etats parties de rapports sur les mesures adoptées par eux pour donner effet aux dispositions de ces instruments.

70. Conformément à l'article 9 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, les Etats parties doivent présenter au Comité d'experts créé par cet instrument des rapports périodiques sur les mesures d'ordre législatif, judiciaire, administratif ou autre qu'ils ont adoptées pour donner effet à la Convention. Le Comité peut demander des renseignements complémentaires aux Etats parties et, à cette fin, il a invité les représentants de ces Etats à participer à la discussion concernant leurs rapports. Le Comité peut faire sur ces rapports des conclusions et recommandations d'ordre général, transmises aux Etats parties et à l'Assemblée générale.

71. Aux termes de l'article 17 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, les rapports des Etats parties qui pourront notamment faire connaître les facteurs et les difficultés qui les empêchent de s'acquitter pleinement des obligations prévues par le Pacte, devront être présentés par étape au Conseil économique et social, selon le programme qu'il établira, après avoir consulté les Etats parties et les institutions spécialisées. L'article 18 prévoit une coopération étroite avec les institutions spécialisées : le Conseil pourra conclure avec elles des arrangements en vue de la présentation par ces institutions de rapports sur l'observation des dispositions du Pacte entrant dans leurs compétences. Le Conseil économique et social pourra renvoyer à la Commission des droits de l'homme aux fins d'étude et de recommandation d'ordre général les rapports des Etats et ceux des institutions spécialisées (art. 19).

72. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques prévoit la création d'un comité des droits de l'homme composé de dix-huit personnes ressortissantes d'Etats parties, siégeant à titre individuel, qui est chargé, en particulier, d'étudier les rapports que les Etats parties doivent, aux termes de l'article 40, présenter dans le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du Pacte, puis chaque fois que le Comité en fera la demande, sur les mesures qu'ils auront arrêtées pour donner effet aux droits reconnus dans le Pacte. A la suite de cet examen, le Comité établit son propre rapport et formule toutes observations générales qu'il juge appropriées.

ii) Procédure des rapports périodiques de l'Organisation internationale du Travail

73. Aux termes de l'article 22 de la Constitution de l'OIT, les Etats membres sont tenus de fournir tous les ans au BIT un rapport sur les mesures qu'ils ont prises pour mettre à exécution les conventions qu'ils ont ratifiées. Une commission d'experts, créée par le Conseil d'administration, procède à une étude préliminaire des rapports des gouvernements pour déterminer s'il apparaît que leur législation et leur pratique se conforment aux conventions qu'ils ont l'obligation d'appliquer. Le rapport de la

Commission d'experts est distribué aux gouvernements des Etats Membres. D'autre part à chacune de ses sessions, la Conférence générale de l'OIT constitue une commission pour l'application des conventions et recommandations qui, comme tous les organes de la Conférence, doit être de composition tripartite. Cette commission examine à son tour les rapports des gouvernements en s'aidant des conclusions des experts et en tenant compte des explications et observations supplémentaires que les membres ont pu formuler. Les gouvernements, devant cette commission, peuvent exposer les difficultés qu'ils rencontrent et indiquer les mesures qu'ils ont l'intention de prendre pour les surmonter.

74. En outre, conformément à l'article 19 (5) de la Constitution de l'OIT, les Etats Membres doivent informer le Directeur général des mesures prises pour soumettre les conventions adoptées par l'OIT à l'autorité nationale compétente pour y donner effet, et, en cas de non-ratification, ils sont tenus de faire rapport au Directeur général sur leur législation et leur pratique concernant la question qui fait l'objet de la convention, en exposant quelles difficultés empêchent ou retardent la ratification. Selon l'article 19 (6) de la Constitution, des informations similaires doivent aussi être communiquées en ce qui concerne les recommandations adoptées par la Conférence générale de l'OIT.

iii) Procédure de rapports appliquées par d'autres institutions spécialisées

75. La procédure des rapports est employée également, sur divers sujets, par d'autres institutions spécialisées. Par exemple, la présentation de rapports périodiques à la Conférence générale de l'UNESCO est une obligation pour les Etats parties à la Convention de 1960 concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement.

b) Procédures de communication et de plainte

i) Procédures de communication et de plainte adoptées par l'ONU

76. Le Comité des droits de l'homme institué par le Pacte relatif aux droits civils et politiques est chargé, selon l'article 41 de cet instrument, de recevoir et d'examiner les communications dans lesquelles un Etat partie prétend qu'un autre Etat partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre du Pacte. Le Comité ne peut recevoir et examiner les communications que si elles émanent d'un Etat partie qui a fait une déclaration reconnaissant en ce qui le concerne la compétence du Comité et visant un Etat partie qui a également fait une telle déclaration. Le Comité met ses bons offices à la disposition des Etats intéressés. A défaut d'une solution amiable fondée sur le respect des droits de l'homme, le Comité examine l'affaire au fond et établit son rapport.

77. En vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la compétence du Comité s'étend, sous certaines conditions, à l'examen de communications émanant de particuliers qui prétendent être victimes d'une violation du Pacte par un Etat partie au Protocole.

78. Conformément aux articles 11 à 13 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Comité créé par cet instrument a compétence pour examiner les communications d'Etats parties alléguant la violation de la Convention par un autre Etat partie. L'article 14 contient une clause facultative concernant l'examen de communications émanant de particuliers.

79. Le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques comme la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale précisent que ces instruments ne restreignent en rien le droit de pétition accordé aux peuples coloniaux par d'autres conventions internationales. Conformément à l'article 15 de la Convention, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale reçoit copie des pétitions venant des organes de l'ONU qui s'occupent de questions ayant un rapport direct avec les objectifs de la Convention, et fait des recommandations au sujet des pétitions pertinentes, dont sont saisis lesdits organes, émanant des habitants des territoires auxquels s'applique la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

80. En vertu de la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social, un groupe de travail de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités se réunit chaque année, avant les sessions de la Sous-Commission, afin d'examiner toutes les communications, émanant en particulier d'individus, reçues en application de la résolution 728 F (XXVIII) du Conseil, et les réponses y relatives des gouvernements, et appelle confidentiellement l'attention de la Sous-Commission sur celles de ces communications qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques, dont on a des preuves dignes de foi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales relevant du mandat de la Sous-Commission. La Sous-Commission, à son tour, examine en séance privée les communications dont elle est saisie par le Groupe de travail, ainsi que les réponses des gouvernements, en vue de déterminer s'il convient de soumettre à la Commission des droits de l'homme des situations particulières qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme dont on a des preuves dignes de foi. La Commission, après avoir examiné le rapport de la Sous-Commission, est priée de déterminer : a) si elles requièrent une étude approfondie et des recommandations au Conseil économique et social; ou b) si elles peuvent faire l'objet d'une enquête de la part d'un Comité spécial, sous réserve : que l'Etat en cause donne expressément son consentement et offre sa coopération, que tous les recours possibles sur le plan national aient été épuisés, et que ladite situation ne touche pas une question qui serait à ce moment-là en cours d'examen en vertu d'autres procédures de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations régionales, ou que l'Etat intéressé souhaiterait soumettre à d'autres procédures, conformément à des accords internationaux auxquels il serait partie.

ii) Procédures de réclamation et de plainte dans le cadre de l'OIT

81. Les articles 24 et 25 de la Constitution de l'OIT confèrent aux organisations professionnelles de travailleurs et d'employeurs le droit d'adresser des réclamations

au Bureau international du travail si elles estiment qu'un Membre n'a pas assuré d'une manière satisfaisante l'exécution d'une convention de l'OIT à laquelle il est partie. Le Conseil d'administration transmet ces réclamations pour commentaires aux gouvernements mis en cause. Si aucune déclaration de ces gouvernements n'est reçue dans un délai raisonnable ou si la déclaration reçue ne lui paraît pas satisfaisante, le Conseil d'administration a le droit de rendre publique la réclamation formulée et le cas échéant la réponse faite.

82. La procédure de plainte instituée par les articles 26 à 34 de la Constitution de l'OIT est ouverte aux Etats Membres qui ont ratifié une convention et qui estiment qu'un autre Etat Membre partie à ladite convention n'en assure pas de manière satisfaisante l'exécution. En outre, cette procédure peut être mise en mouvement par le Conseil d'administration, soit d'office, soit sur la demande d'un délégué à la Conférence. Le Conseil d'administration peut demander toutes explications utiles au gouvernement mis en cause, et constituer une Commission d'enquête qui devra faire un rapport et des recommandations, lesquels sont publiés. Si le gouvernement plaignant ou le gouvernement mis en cause n'accepte pas ces recommandations, il a, aux termes de l'article 29 de la Constitution, le droit de soumettre le différend à la Cour internationale de Justice, dont la décision est sans appel. Si un membre quelconque ne se conforme pas dans le délai prescrit aux recommandations éventuellement contenues dans le rapport de la Commission d'enquête ou, dans le cas où elle a été saisie du différend, à la décision de la Cour internationale de Justice, le Conseil d'administration pourra proposer à la Conférence telle mesure qui lui paraîtra opportune pour assurer l'exécution de ces recommandations.

iii) La Commission d'investigation et de conciliation chargée d'examiner les plaintes relatives aux droits syndicaux

83. Cet organe a été créé par le Conseil d'administration de l'OIT agissant en étroite coopération avec le Conseil économique et social. Conformément à la résolution 277 (X) du 17 février 1950, ce dernier, a accepté, au nom de l'ONU, les services de la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale. Le Conseil a décidé de communiquer au Conseil d'administration de l'OIT, en vue de leur transmission éventuelle à la Commission toutes les plaintes relatives à des atteintes à des droits syndicaux que des gouvernements ou des organisations syndicales d'employeurs ou de travailleurs adresseraient à l'ONU contre des Etats Membres de l'OIT. Les plaintes contre des Etats non membres de l'OIT, par exemple l'Afrique du Sud, sont soumises à une procédure différente.

iv) Procédure de plainte dans le cadre de l'UNESCO

84. Un Protocole à la Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, adopté par la Conférence générale de l'UNESCO en 1962, a institué une Commission de conciliation et de bons offices chargée de rechercher la solution des différends qui naîtraient entre Etats parties à cette Convention.

c) Procédures d'enquête

85. Dans le cadre de l'ONU et de certaines institutions spécialisées, en particulier l'OIT, des organes, souvent d'un caractère ad hoc, ont été créés pour faire enquête sur des situations concrètes afin de déterminer si les faits examinés tendent à révéler l'existence de violations des droits de l'homme. Le dépôt initial d'une plainte est souvent, mais pas toujours, juridiquement nécessaire pour la mise en mouvement de telles procédures. Les organes d'enquête sont fréquemment dotés de compétences étendues pour exécuter leurs mandats : droit de recevoir des renseignements et plaintes écrits, droit d'entendre des témoins, de visiter certains lieux, etc., et ils sont fréquemment appelés à coordonner étroitement leur action avec celle d'autres organes du système des Nations Unies.

86. Parmi les organes d'enquête sur les droits de l'homme créés récemment par l'ONU, on peut citer le Comité spécial de l'Assemblée générale chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes qui affectent les droits des habitants des territoires occupés et les Groupes spéciaux d'experts de la Commission des droits de l'homme sur l'Afrique australe (résolution 2 (XXIII) de la CDH) et sur le Chili (résolution 8 (XXXI) de la CDH). Le Comité spécial de l'Assemblée générale sur l'apartheid et le Comité spécial de l'Assemblée générale sur l'application de la Déclaration concernant l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ont adopté des procédures, prévoyant notamment l'audition de témoins et l'examen de pétitions, qui présentent dans une certaine mesure le caractère de procédures d'enquête. En ce qui concerne l'OIT, on peut citer les enquêtes prévues par l'article 26 de la Constitution et celles de la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale.

3) Activités d'information, d'éducation et d'assistance

87. Le programme de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme comprend un certain nombre d'activités visant à promouvoir l'ensemble de ces droits en stimulant la prise de conscience des problèmes et en facilitant la recherche des solutions. On peut mentionner à cet égard, en particulier : les études de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission et certaines études de l'UNITAR; la diffusion des normes et des activités pertinentes des Nations Unies dans le public; et l'organisation de séminaires ainsi que l'octroi de bourses de perfectionnement dans le cadre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. Des programmes connexes des institutions spécialisées, par exemple les activités de l'UNESCO relatives à l'enseignement des droits de l'homme, poursuivent les mêmes buts.

88. Divers programmes opérationnels de protection, d'assistance ou de coopération technique visent directement la réalisation de certains droits de l'homme, tels les droits de l'enfant, ceux des réfugiés, le droit d'être à l'abri de la faim, ceux relatifs à la santé et à l'éducation. Il en est ainsi; par exemple, du FISE, du Haut Commissariat pour les réfugiés, de l'UNRWA, du Programme alimentaire mondial et de plusieurs activités d'assistance et de coopération technique de l'OIT, de l'OAA, de l'OMS et de l'UNESCO.

89. De manière générale, on peut dire que toutes les activités du système des Nations Unies qui visent à stimuler le développement économique et social et

à atteindre les objectifs de la deuxième Décennie contribuent à la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels.

90. Bien que ces activités portent sur les domaines les plus divers (éducation, agriculture, industrie, commerce, science, technologie, etc.) et que les organismes qui les entreprennent varient suivant leur spécialisation, les procédures d'adoption et les méthodes d'exécution de ces programmes diffèrent peu.

91. A l'Organisation des Nations Unies, les programmes d'activités préparés par le Secrétaire général et qui depuis peu font l'objet d'un plan à moyen terme biennal sont examinés par le Comité du programme et de la coordination et le Conseil économique et social, après avoir, en ce qui concerne les organismes semi-autonomes, été soumis à leurs organes dirigeants. Ces programmes sont ensuite définitivement approuvés par l'Assemblée générale. Le Comité du programme et de la coordination, comme on le verra au chapitre II, est également chargé d'exercer des fonctions concernant la coordination entre les différents programmes. Toutefois, les programmes financés par des contributions volontaires, comme ceux du PNUD, sont définitivement approuvés par les organes dirigeants de ces organismes. Dans les institutions spécialisées, qui pour la plupart établissent elles aussi des programmes à moyen terme, les projets de programmes d'activités sont préparés par les secrétariats, examinés par les organes exécutifs délibérants et finalement adoptés par l'organe plénier, l'Assemblée ou la Conférence générale.

## Chapitre II

### PROCEDURES ET PRATIQUES DANS LE CADRE DU SYSTEME DES NATIONS UNIES, EN CE QUI CONCERNE LA COOPERATION ET LA COORDINATION RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

92. On rappellera tout d'abord brièvement, dans la section A, les principales institutions et procédures qui ont été établies en vue d'assurer la coordination de toutes les activités du système des Nations Unies dans les domaines économique, social et culturel et dans celui des droits de l'homme. La section B décrira quelques aspects pratiques et résultats de la coopération et de la coordination concernant les droits de l'homme dans le cadre du système des Nations Unies.

A. Rappel des principales institutions et procédures qui visent à coordonner les activités du système des Nations Unies dans les domaines économique, social et culturel et dans celui des droits de l'homme

93. La nécessité d'assurer la coordination entre les activités du système des Nations Unies dans les domaines économique, social, culturel et dans celui des droits de l'homme a été soulignée, dès la création de l'Organisation, dans plusieurs articles de la Charte.

94. Sous le titre "Coopération économique et sociale internationale", le chapitre IX de la Charte a prévu dans son Article 57 que les différentes institutions spécialisées doivent être liées à l'Organisation en vertu d'accords définissant leurs relations. L'Article 58 dispose que "l'Organisation fait des recommandations en vue de coordonner les programmes et activités des institutions spécialisées." Aux termes de l'Article 60, c'est l'Assemblée générale et, sous son autorité, le Conseil économique et social qui sont chargés de ces fonctions de coordination.

95. Aux termes de l'Article 63 de la Charte, c'est le Conseil économique et social qui conclut avec les institutions spécialisées les accords fixant les conditions dans lesquelles ces institutions sont reliées à l'Organisation, lesquels accords doivent être soumis à l'approbation de l'Assemblée générale. Le Conseil, poursuit cet article, peut coordonner l'activité des institutions spécialisées en se concertant avec elles, en leur adressant des recommandations ainsi qu'en adressant des recommandations à l'Assemblée générale et aux Membres des Nations Unies. L'Article 64 précise que le Conseil économique et social peut prendre toutes mesures utiles pour recevoir des rapports réguliers des institutions spécialisées, ainsi que des rapports de ces institutions sur les mesures prises en exécution de ses propres recommandations et des recommandations de l'Assemblée générale sur des objets relevant de la compétence du Conseil.

96. L'Article 66 prévoit que le Conseil peut, avec l'approbation de l'Assemblée générale, "rendre les services" qui lui seraient demandés, en particulier, par les institutions spécialisées.

97. Aux termes de l'Article 70, le Conseil peut prendre toutes dispositions pour que des représentants des institutions spécialisées participent, sans droit de vote, à ses délibérations et à celles des commissions instituées par lui et pour que ses propres représentants participent aux délibérations des institutions spécialisées.

98. Certaines dispositions relatives à la coordination sont également inscrites dans les actes constitutifs d'institutions spécialisées, par exemple l'article 12 de la Constitution de l'OIT.

99. On notera que la Charte ne contient aucune référence expresse à la coordination des activités des divers organes et services de l'ONU, problème dont l'importance n'est apparue que plus tard, à mesure que s'accroissaient le nombre et la complexité de ces organes et services. Notamment, comme on l'a vu au chapitre I, la dernière décennie a été marquée par la création de plusieurs organismes autonomes ou semi-autonomes de l'ONU.

100. Les principes ci-dessus mentionnés de la Charte relatifs à la coordination ont été mis en oeuvre, tout d'abord, par la conclusion d'accords entre l'ONU et les institutions spécialisées. Sauf en ce qui concerne la Banque internationale et ses filiales et le Fonds monétaires, ces différents accords définissent dans des termes très similaires les conditions dans lesquelles les institutions spécialisées sont reliées à l'Organisation des Nations Unies.

101. Conformément à ces accords, l'ONU reconnaît l'institution concernée comme étant une institution spécialisée investie de la responsabilité de prendre des mesures appropriées aux termes de son instrument fondamental, pour l'accomplissement des objectifs prévus à cet instrument. L'institution concernée de son côté convient de prendre toutes mesures nécessaires pour soumettre à ses organes appropriés toutes les recommandations que l'Assemblée générale ou le Conseil économique et social de l'ONU pourraient lui adresser dans le cadre de leurs fonctions définies par la Charte au titre de la coopération économique et sociale internationale et de la coordination des programmes et activités des institutions spécialisées.

102. L'institution concernée convient de procéder à des échanges de vues avec les Nations Unies sur ces recommandations et de faire rapport en temps opportun aux Nations Unies sur les mesures prises pour donner effet à ces recommandations.

103. Elle affirme enfin son intention de coopérer dans toutes autres mesures qui pourraient être nécessaires en vue d'assurer la coordination effective des activités des institutions spécialisées et de celles des Nations Unies. Elle convient notamment de participer à tout organisme ou tous organismes que le Conseil pourrait créer en vue de faciliter cette coordination, de coopérer avec ces organismes et de fournir les informations qui pourraient être nécessaires dans l'accomplissement de cette tâche.

104. Une représentation réciproque est prévue. L'ONU sera invitée à assister aux réunions des principaux organes de l'institution concernée ainsi qu'aux conférences qu'elle convoquerait, et à participer sans droit de vote à leurs délibérations. L'institution concernée sera invitée à participer dans les mêmes conditions aux réunions du Conseil économique et social et de ses commissions et comités et aux réunions des principales commissions de l'Assemblée générale pour lesquelles l'institution a un intérêt. Enfin, l'institution concernée sera invitée à participer dans les mêmes conditions au Conseil de tutelle, et ses représentants pourront assister à titre consultatif aux séances plénières de l'Assemblée générale.



105. Les accords prévoient par ailleurs le droit pour chacune des deux organisations, sous réserve de consultations préalables, de faire inscrire des questions à l'ordre du jour de certains des organes de l'autre organisation, l'échange le plus complet et le plus rapide d'informations et de documents, et des arrangements administratifs, budgétaires et financiers en vue notamment d'éviter, dans toute la mesure du possible, au sein des Nations Unies et des institutions spécialisées, la création de services qui se fassent concurrence ou qui fassent double emploi.

106. La plupart des institutions spécialisées ont passé entre elles des accords de coopération qui, compte tenu de la différence des situations et notamment des responsabilités spéciales qu'exercent les Nations Unies en matière de coordination, s'inspirent des accords conclus avec ces dernières en vertu des Articles 57 et 63 de la Charte. Les accords passés entre institutions spécialisées prévoient notamment la représentation réciproque aux réunions des principaux organes, l'échange de renseignements et de documentation, et les consultations sur les questions d'intérêt commun. Plusieurs de ces accords définissent les champs d'action respectifs de deux institutions dans des domaines de compétences connexes. Enfin, certaines dispositions prévoient des activités communes et en organisent l'exécution.

107. Par ses résolutions 1768 (LIV), de mai 1973, et 1906 (LVII) du 2 août 1974, le Conseil économique et social a prié son Comité de la coordination des politiques et des programmes, un de ses organes subsidiaires de session, de se réunir exceptionnellement entre les sessions du Conseil en 1975 pour réexaminer, en particulier, les accords entre les Nations Unies et les institutions spécialisées en vue de recommander au Conseil toutes modifications et dispositions additionnelles qui pourraient être nécessaires dans ces accords. Le Comité, après avoir pris connaissance d'un rapport du Secrétaire général et des vues des chefs de secrétariat des institutions spécialisées, a présenté un rapport intérimaire au Conseil économique et social à sa cinquante-huitième session 1/. Cette question de la réunion éventuelle des accords interorganisations a été incluse dans le programme de travail du Comité spécial créé par l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire (1975) pour réexaminer les structures des Nations Unies dans les domaines économique et social.

108. Les organismes autonomes ou semi-autonomes tels que le Haut Commissariat pour les réfugiés, la CNUCED et l'ONUDI et le PNUD, rentrant juridiquement dans le cadre de l'ONU, ne sont pas liés au Conseil par des accords semblables à ceux auxquels les institutions spécialisées ont adhéré. Cependant, les décisions portant création de ces organismes prévoient toutes qu'ils recevront des directives de l'Assemblée générale selon les modalités qu'elle fixera. Dans certains cas, la décision de l'Assemblée générale précise que le Conseil économique et social, par l'intermédiaire duquel l'organisme doit faire annuellement rapport à l'Assemblée, transmettra à l'Assemblée les observations que ce rapport appelle de sa part, notamment en ce qui concerne les questions de coordination.

109. Pour l'assister dans ses tâches de coordination, le Conseil économique et social a créé deux organes, l'un de caractère intergouvernemental, et l'autre de caractère administratif, qui se réunissent en dehors des sessions du Conseil pour procéder à une étude des problèmes que pose la coordination des activités des différentes organisations du système et faire rapport sur ce sujet au Conseil économique et social.

110. L'organe intergouvernemental, qui a été créé initialement par la résolution 798 (XXX) du 3 août 1960 sous la forme d'un groupe de travail spécial du Conseil, a subi une série de transformations en vertu de plusieurs décisions du Conseil, dont la résolution 920 (XXXIV) du 3 août 1962, la résolution 1171 (XLI) du 5 août 1966 et la résolution 1472 (XLVIII) du 13 janvier 1970. Il porte aujourd'hui le nom de "Comité du programme et de la coordination".

111. Dans le domaine de la coordination proprement dite, le mandat du Comité a été défini comme suit par l'annexe de la résolution 1472 (XLVIII) du 13 janvier 1970. Il assiste le Conseil en ce qui concerne les fonctions qui sont conférées à ce dernier en matière de coordination aux termes des Articles 58, 63 et 64 de la Charte des Nations Unies et en particulier, surveille les activités de l'Organisation des Nations Unies et des organismes et programmes qui lui sont reliés, étudie les procédures actuelles de coordination et de coopération et soumet ses conclusions au Conseil sur les questions et problèmes qui en découlent. Le Comité peut préparer et soumettre au Conseil des recommandations adressées aux institutions spécialisées, à l'Assemblée générale et aux Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'il est prévu aux termes du paragraphe 2 de l'Article 63 de la Charte. Le Comité du programme et de la coordination est autorisé par le Conseil, à titre permanent, à examiner les programmes entrepris dans des secteurs d'activités déterminés par tous les organismes des Nations Unies et les procédures employées, ainsi que l'interaction **entre les différents** secteurs. Il a compétence pour examiner l'efficacité des dispositifs existants de coordination.

112. Le Conseil, par sa résolution 1472 (XLVIII) du 13 janvier 1970, a également souligné la nécessité de la coopération entre le Comité du programme et de la coordination, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et le Corps commun d'inspection, afin de promouvoir l'harmonie entre les vues de ces organes tous chargés d'examiner, sous différentes optiques, les questions de coordination.

113. En outre, comme il a déjà été mentionné au chapitre I, section B (3) du présent rapport, le Comité du programme et de la coordination a reçu notamment compétence, aux termes de la résolution 1472 (XLVIII), pour examiner chaque année la totalité du Programme de travail de l'ONU dans le domaine économique et social et dans celui des droits de l'homme (y compris ceux de la CNUCED et de l'ONUDI), et aider le Conseil et l'Assemblée à établir un système de priorité des programmes dans le cadre de l'ONU.

114. Le Conseil et le Comité du programme et de la coordination lui-même ont à plusieurs reprises exprimé leurs préoccupations au sujet des conditions qui devraient être remplies pour que ce Comité soit en mesure de s'acquitter efficacement de fonctions d'une portée si étendue. Dans sa résolution 1472 (XLVIII),

le Conseil avait fait sienne l'idée qu'il conviendrait, à cette fin, "de modifier le cas échéant la durée et la fréquence des réunions du Comité du programme et de la coordination". A l'issue de sa quinzième session (17-24 mars 1975), le Comité du programme et de la coordination déclarait :

"Bien que le Comité dans son ensemble ait estimé qu'il était en mesure d'accomplir la tâche importante et nécessaire que constituent l'examen et l'analyse des programmes de l'ONU dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, les circonstances dans lesquelles il avait été obligé de travailler lors de sa quinzième session ne lui avaient pas permis de remplir cette fonction de façon aussi complète qu'il l'aurait fallu. Parmi les obstacles les plus graves auxquels il s'était heurté, on pouvait citer le temps extrêmement limité dont ses membres avaient disposé pour examiner la documentation, ce qui avait empêché la plupart d'entre eux de consulter les ministères compétents de leur gouvernement au sujet de la position à adopter sur les questions de fond. Un autre obstacle tout aussi grave était la durée extrêmement courte de la session même du Comité" 2/.

Parallèlement, lors de la réunion précitée du Comité sessionnel du Conseil pour la coordination des politiques et des programmes, plusieurs délégations, tenant compte de ces circonstances, "ont regretté que le Comité du programme et de la coordination n'ait pas pleinement développé son potentiel" 3/. Plusieurs propositions et suggestions sont envisagées à l'heure actuelle pour accroître l'efficacité du Comité du programme et de la coordination 4/.

115. Le Comité administratif de coordination (CAC) a été créé par le Secrétaire général en exécution de la résolution du Conseil économique et social 13 (III), en date du 21 septembre 1946, qui l'invitait : "à créer un comité permanent de fonctionnaires supérieurs comprenant le Secrétaire général lui-même agissant comme président et les fonctionnaires de rang correspondant des institutions spécialisées attachées aux Nations Unies, en vue de prendre, sous la direction du Secrétaire général, les mesures propres à assurer l'application la plus complète et la plus efficace des accords conclus entre les Nations Unies et les institutions spécialisées". Ce comité fait rapport au Conseil économique et social.

116. Le Comité administratif de coordination a créé plusieurs organes subsidiaires, y compris un comité préparatoire qui se réunit peu avant les sessions de l'ACC pour procéder à un examen préalable des questions qui figurent à son ordre du jour et lui faire rapport.

---

2/ Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-huitième session, Supplément No 7 (E/5632), par. 96.

3/ E/5633, par. 9.

4/ Voir par exemple : Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-huitième session, Supplément No 7 (E/5632), par. 100.

117. Aujourd'hui les chefs des secrétariats des différents organismes autonomes et semi-autonomes créés par l'Assemblée participent avec ceux des quinze institutions spécialisées existantes et de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux travaux du Comité administratif de coordination. Les délégations du Secrétariat de l'ONU proprement dit varient selon la nature des questions examinées et l'intérêt qu'elles présentent pour divers services. Ainsi les réunions du Comité administratif de coordination et de ses comités donnent-elles l'occasion à ces services de renforcer leur coopération dans le cadre même de l'ONU.

118. Dans une résolution 1643 (LI) qu'il a adoptée le 30 juillet 1971, le Conseil économique et social a évalué comme suit le rôle du Comité administratif de coordination :

... "Conformément aux dispositions prévues dans l'acte constitutionnel de chacun de ses éléments et aux responsabilités de ceux-ci, le Comité administratif de coordination, en s'acquittant de ses fonctions de principal organe de coordination à l'échelon des secrétariats, peut notamment aider efficacement le Conseil à s'acquitter de sa tâche consistant à coordonner les activités du système dans les domaines économique et social et les domaines connexes, en fournissant les informations et données de base nécessaires, en faisant office d'organe centralisateur pour les questions qui peuvent être étudiées plus efficacement au niveau de l'ensemble du système, en constituant un centre approprié pour des consultations sur le programme de travail à l'échelon des secrétariats et en exécutant toutes autres tâches qui peuvent lui être confiées expressément par le Conseil."

119. En vue d'assurer l'harmonisation des efforts de coordination à tous les niveaux dans le cadre du système des Nations Unies, le Conseil, par diverses résolutions, a instauré et confirmé la pratique des réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination.

120. Le volume de travail total du Conseil économique et de ses organes subsidiaires chargés de la coordination a considérablement augmenté au cours des dix dernières années. Parmi les causes de cette situation, on peut noter, d'une part, les responsabilités accrues du Conseil dans le domaine du développement économique et social, à la suite notamment de l'adoption du programme de la deuxième Décennie du développement et de l'adoption de la résolution 3202 (S-VI) du 1er mai 1974 concernant les mesures à prendre par le système des Nations Unies pour mettre en oeuvre la Déclaration sur l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial.

121. D'autre part, on observe un accroissement parallèle des responsabilités du Conseil dans le domaine des droits de l'homme. En particulier, par sa résolution 3057 (XXVIII) du 2 novembre 1973 proclamant la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, l'Assemblée générale a chargé le Conseil d'examiner tous les deux ans des rapports des Etats Membres sur les mesures prises dans le cadre de ce programme, d'effectuer la coordination des divers aspects de ce programme et d'évaluer les activités pertinentes. Cette année même, 1976, en conséquence de l'entrée en vigueur du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Conseil est appelé à établir le programme de soumission des rapports

des Etats et des institutions spécialisées, rapports qu'il devra par la suite examiner. Conformément aux articles 18, 22 et 26 de ce Pacte, le Conseil devra assumer de nouvelles tâches de coordination avec les institutions spécialisées en ce qui concerne la mise en oeuvre de cet instrument.

B. Quelques aspects pratiques et résultats de la coopération et de la coordination dans le domaine des droits de l'homme

122. Dans le cadre général des institutions décrites dans la section A ci-dessus, la coopération et la coordination concernant les droits de l'homme ont été mises en oeuvre en de nombreuses occasions. On mentionnera ci-dessous, sans tenter d'être exhaustif, quelques illustrations qui paraissent typiques, et qui ont trait surtout aux droits économiques, sociaux et culturels. On traitera de la coordination, d'abord entre organes directeurs, puis au niveau des secrétariats.

1) Coopération et coordination entre organes directeurs

123. En ce qui concerne la formulation des normes, on rappellera, par exemple, que c'est à la suite d'échanges de vues entre le Conseil économique et social et l'OIT que la Conférence internationale du travail a adopté, notamment, en 1948, la Convention concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical et, en 1957, la Convention concernant l'abolition du travail forcé.

124. De même, c'est sur l'invitation de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités et de la Commission que le Conseil d'administration de l'OIT a décidé d'inscrire la question des mesures discriminatoires dans le domaine de l'emploi et de la profession à l'ordre du jour de la quarantième session de la Conférence internationale du travail. La Conférence a par la suite adopté en 1958 une convention et une recommandation sur la question.

125. Il en a été de même en ce qui concerne la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO en 1960. Cette question avait fait l'objet d'une étude par la Sous-Commission.

126. La déclaration des principes de la coopération culturelle internationale, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO le 4 novembre 1966, constitue l'aboutissement de travaux importants qui avaient pour origine la résolution 803 (XXX) par laquelle le Conseil économique et social, en juillet 1960, invitait l'UNESCO à étudier la possibilité de formuler des principes touchant les relations et les échanges dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture.

127. La coopération entre la Commission des droits de l'homme et les institutions spécialisées a été active à de nombreux stades du processus d'élaboration du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, tant pour ce qui est de divers articles de fond qu'en ce qui concerne certaines dispositions de mise en oeuvre. A la requête de l'Assemblée générale ou du Conseil, les institutions spécialisées ont à plusieurs reprises soumis leurs observations et suggestions écrites,

parfois détaillées, sur le texte du projet, et, en outre, elles ont, conformément aux accords interorganisations, présenté des commentaires sous la forme de déclarations orales devant la Commission 5/. On rappellera, par exemple, que, comme suite à ces échanges de vues, il a été tenu compte dans une mesure importante des observations de l'OIT relatives à l'article 8 (droits syndicaux), tandis que les suggestions de l'OAA ont été pleinement prises en considération dans la rédaction de l'article 11 (2) (droit d'être à l'abri de la faim), et que celles de l'OMS et de l'UNESCO ont influé, respectivement, sur la teneur de l'article 12 (droits relatifs à la santé) et de l'article 13 (droits relatifs à l'éducation).

128. On peut citer aussi, s'agissant de la formulation des normes, des cas de coopération et de coordination plus complexes, caractérisés par des échanges de vues, voire des travaux en commun, qui ont mis en jeu les activités de divers organes directeurs de l'ONU ainsi que celles de certains organes autonomes et d'institutions spécialisées. Il en a été ainsi, par exemple, de la Déclaration des droits de l'enfant, dont l'initiative revient à la Commission du développement social et dont le projet a été élaboré par la Commission des droits de l'homme, avec le bénéfice des observations du FISE et d'autres organisations. La Déclaration concernant la protection des détenus contre la torture, proclamée par l'Assemblée générale à sa trentième session (1975) a été le fruit des activités concertées, principalement, de la Sous-Commission, de la Commission des droits de l'homme et du cinquième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et la lutte contre la délinquance qui ont tenu compte des travaux pertinents de l'OMS sur les questions d'éthique médicale.

129. En ce qui concerne le contrôle de l'application des normes, les exemples de coopération et de coordination entre organes sont tout aussi nombreux.

130. Les procédures d'examen de rapports adoptées par l'ONU, qu'il s'agisse, par exemple, de celle instituée par la résolution 674 du Conseil économique et social ou de la procédure prévue aux articles 16 à 24 du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, prévoient la possibilité pour les institutions spécialisées d'envoyer des rapports à l'organe d'examen.

131. Par ailleurs, ces institutions, conformément aux accords qui les lient à l'ONU, peuvent, au sein de la Commission des droits de l'homme et du Conseil, exprimer leurs commentaires et suggestions lors de la considération des rapports. En fait, les déclarations des représentants des institutions spécialisées sont fréquentes et appréciées à leur juste valeur par les membres de ces organes.

132. Quelques organes d'examen de rapports sont des organes mixtes, créés conjointement par deux organisations. Tel est le cas, par exemple, du Comité mixte OIT/UNESCO concernant la condition du personnel enseignant.

---

5/ Pour des renseignements détaillés concernant le processus de consultation des institutions spécialisées lors de l'élaboration du Pacte, voir notamment le document A/2929, annotation des projets de pactes par le Secrétaire général, introduction.

133. Certaines procédures de communication ou de plainte en vigueur dans le système des Nations Unies tiennent compte de la nécessité d'éviter les conflits de juridiction avec d'autres organes. C'est le cas par exemple de la procédure instituée par la résolution 1503 (XLVIII) du Conseil. Selon cette résolution, la Commission des droits de l'homme ne doit pas créer un comité spécial d'enquête si la situation examinée touche à une question qui serait à ce moment-là en cours d'examen en vertu d'autres procédures de l'ONU ou des institutions spécialisées.

134. Plusieurs enquêtes de l'ONU concernant des violations alléguées des droits de l'homme ont été menées en étroite coopération avec les institutions spécialisées compétentes. C'est ainsi que le Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme sur l'Afrique australe, chargé par la résolution 1236 (XLII) et des décisions subséquentes du Conseil de faire enquête sur les droits syndicaux, les discriminations contre les travailleurs noirs et d'autres questions connexes, a bénéficié, conformément aux vœux du Conseil, de la pleine coopération de l'OIT, institution principalement compétente en ces matières. Cette coopération a notamment pris la forme de communication de documents et de déclarations orales de représentants de l'OIT devant le Groupe d'experts.

135. Certains organes d'enquête, tel le Comité mixte ONU-OIT sur le travail forcé, de 1951, ont été établis conjointement par deux organisations. La Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale a été établie par l'OIT, conformément aux vœux du Conseil qui, dans sa résolution 277 (X), a accepté les services de cet organe d'enquête au nom de l'ONU.

136. La coopération et la coordination en ce qui concerne les activités d'éducation, d'information et d'assistance revêtent des aspects très divers.

137. Les institutions spécialisées compétentes ont été consultées pour la préparation de presque tous les rapports et études préparés par des comités, rapporteurs ou rapporteurs spéciaux de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission. Ces institutions constituent l'une des principales sources de renseignements que doivent utiliser les rapporteurs spéciaux de la Sous-Commission, selon la résolution de base de cette dernière concernant la méthode de préparation de ses études.

138. Les deux études récentes de la Sous-Commission sur l'exploitation de la main-d'oeuvre par un trafic illicite 6/, préparées par Mme Halima Warzazi, avec l'assistance du secrétariat, ont été élaborées en coopération étroite avec l'OIT qui, de son côté, préparait une convention et une recommandation nouvelles sur la protection des travailleurs migrants. En outre, il a été tenu pleinement compte des programmes parallèles sur les travailleurs migrants mis en oeuvre par la Commission du développement social, la Commission de la population, l'UNESCO, l'OMS et d'autres organisations.

---

6/ E/CN.4/Sub.2/351 et E/CN.4/Sub.2/L.629.

139. L'étude intitulée "l'élargissement du fossé - étude de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels" <sup>7/</sup>, présentée par M. Manouchehr Ganji, aux vingt-neuvième et trentième sessions de la Commission des droits de l'homme, offre un exemple de coopération soutenue entre un rapporteur spécial de l'ONU et divers services du secrétariat, le Comité de la révision et de l'évaluation, les commissions économiques régionales, des organes autonomes comme la CNUCED, l'ONUDI et le PNUD, et les institutions spécialisées. Non seulement ces organismes ont-ils eu la possibilité de faire au Rapporteur spécial des observations écrites, mais encore celui-ci a-t-il consulté directement les hauts fonctionnaires compétents de ces diverses organisations.

140. Le Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, établi par la résolution 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale, invite toutes les organisations du système des Nations Unies - ainsi d'ailleurs que les autres organisations intéressées - à intensifier et à coordonner plus étroitement leur action en vue d'éliminer le racisme et la discrimination raciale. Les mesures prévues comprennent, en particulier : une campagne mondiale d'information et d'éducation; une série d'études et des recherches nouvelles touchant la discrimination et les préjugés raciaux; des séminaires concernant certains aspects de la lutte contre la discrimination raciale; et des mesures d'assistance aux peuples qui luttent contre la discrimination raciale et l'apartheid, notamment grâce à la création d'un Fonds international financé par des contributions volontaires.

141. L'Assemblée générale, dans une série de résolutions, en particulier la résolution 3151 D (XXVIII) du 14 décembre 1973 <sup>8/</sup>, a prié le Comité spécial sur l'apartheid d'intensifier sa coopération avec les autres organes intéressés, en ce qui concerne notamment les consultations avec les institutions spécialisées et la diffusion d'informations. L'Assemblée générale recommandait l'organisation de réunions communes des principaux organes concernés, ou la création de groupes de travail mixtes qui étudieraient les moyens de coordonner leurs programmes de travail, et elle priait tous les organes des Nations Unies concernés de tenir des consultations avec le Comité spécial sur l'apartheid avant d'entreprendre toute étude ou enquête sur l'apartheid en Afrique du Sud, en vue d'éviter les doubles emplois.

142. Le Comité spécial sur l'apartheid a, parfois, coopéré avec la Commission des droits de l'homme et son Groupe d'experts sur l'Afrique australe. C'est d'ailleurs sur l'initiative du Comité spécial que la Commission des droits de l'homme, par sa résolution 2 (XXIII) de 1967, a créé ce Groupe spécial d'experts, chargé initialement d'enquêter sur des plaintes transmises par le Comité. Auparavant, en 1966, à la demande de l'Assemblée générale, un séminaire international sur l'apartheid avait été organisé par le Secrétaire général à Brasilia, Brésil, après des consultations approfondies avec la Commission des droits de l'homme et le Comité spécial.

---

<sup>7/</sup> E/CN.4/1108 et additifs; E/CN.4/1131.

<sup>8/</sup> Voir aussi, par exemple, les résolutions 5206 (XXIV), 2671 (XXV), 2775 (XXVI), 2923 (XXVII), et 3324 (XXIX). On peut aussi se reporter à divers rapports du Comité spécial de l'Assemblée générale sur l'apartheid, notamment : A/9622, par. 56-61 et 164-186, et A/9022, par. 52-60.



143. Les Nations Unies se préoccupent aussi, de manière croissante, de stimuler et de coordonner l'action des différentes organisations du système en vue de promouvoir le droit des peuples coloniaux à l'autodétermination et à l'indépendance. Le Comité spécial pour l'application de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a accordé beaucoup d'attention à ces questions. Sur ses propositions, l'Assemblée générale a, par exemple, dans sa résolution 3329 (XXIX), souligné la nécessité d'accroître la diffusion d'informations sur la décolonisation, et elle a, en particulier, dans ses résolutions 3328 (XXIX) et 3246 (XXIX), invité les institutions spécialisées et les autres organisations du système des Nations Unies à intensifier leur assistance aux peuples des territoires coloniaux. Ce dernier thème a été repris en détail par le Conseil économique et social qui, dans sa résolution 1804 (LV) notamment, a fait appel pour que des mesures soient prises en priorité en vue de rendre plus efficace la coordination des programmes d'assistance du système des Nations Unies aux peuples de ces territoires, à ceux des zones libérées, et à leurs mouvements de libération.

## 2) Coopération et coordination au niveau des secrétariats

144. En plusieurs cas, les organes directeurs ont confié expressément au Secrétaire général la responsabilité d'effectuer certaines tâches concernant les droits de l'homme. Dans l'accomplissement de ces mandats, le Secrétaire général s'efforce d'intégrer les activités des divers secteurs du Secrétariat, et de coordonner les travaux du Secrétariat de l'ONU avec ceux des Secrétariats des autres organisations intéressées du système des Nations Unies. Souvent, d'ailleurs, la nécessité d'une telle coopération est mentionnée expressément dans le texte des résolutions pertinentes.

145. Plusieurs rapports et études dont le Secrétaire général a été expressément chargé, ont ainsi fait l'objet d'une coopération avec les institutions spécialisées dans leur préparation. On peut citer, par exemple, le rapport du Secrétaire général présenté à la trentième session de l'Assemblée générale sur "les autres méthodes et moyens qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales" <sup>9/</sup> conformément à la résolution 3221 (XXIX), qui le priait de préparer ce rapport en se fondant, en particulier, sur les vues des institutions spécialisées. Au niveau de la Commission des droits de l'homme, il convient de mentionner les nombreux rapports sur "les droits de l'homme et le progrès scientifique et technique" que cet organe a confiés au Secrétaire général, et qui ont été préparés en consultation avec les organes compétents de l'ONU, notamment le Comité consultatif pour l'application de la science et de la technique au développement, et en coopération fort précieuse, pour certains aspects, avec les institutions spécialisées, notamment l'OMS et l'UNESCO.

146. Dans le cadre du Programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, c'est au Secrétaire général qu'il incombe d'organiser les séminaires, à la demande des gouvernements et en coopération avec eux, et compte dûment tenu des compétences respectives des institutions spécialisées. Comme il a déjà été mentionné, celles-ci sont le plus souvent consultées sur l'ordre du jour et d'autres

aspects bien à l'avance de la date de convocation des séminaires. Des représentants des institutions spécialisées compétentes sont invités et participent activement aux séminaires au grand avantage de ceux-ci.

147. En janvier 1974, dans le cadre de l'Année mondiale de la population, le Secrétaire général, à la demande de la Commission de la population, a organisé un colloque international d'experts sur "la population et les droits de l'homme" à Amsterdam, en coopération avec le Gouvernement des Pays-Bas. Ce colloque a été préparé, en ce qui concerne le fond et le choix des participants, par la Division de la population en étroite collaboration avec la Division des droits de l'homme. Les institutions spécialisées, consultées, ont soumis plusieurs des documents de base. Ce colloque constitue un exemple de coopération particulièrement harmonieuse et fructueuse, au sein du système des Nations Unies, pour la promotion des droits de l'homme au sujet de problèmes nouveaux et importants pour un grand nombre de pays.

148. Même en ce qui concerne les activités qui sont confiées à des organes intergouvernementaux, des comités d'experts ou des rapporteurs, et non expressément au Secrétariat, ce dernier effectue beaucoup de travaux dans l'exercice de son rôle normal d'assistance conformément à la Charte : recherches, rassemblement de la documentation, rédaction de projets d'études ou de rapports, et liaison avec diverses organisations et divers particuliers, à la demande des organes ou rapporteurs concernés, etc. Ce rôle d'assistance est plus ou moins important, plus ou moins institutionnalisé selon les organisations, mais il existe toujours.

149. Dans l'exercice de ces activités d'assistance, et conformément aux accords interorganisations et aux directives de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, le Secrétariat de chaque organisation du système coopère avec ceux des autres organisations et s'efforce de mettre en oeuvre une coordination afin d'éviter les doubles emplois. On se bornera à mentionner à cet égard, parmi des exemples extrêmement nombreux, les travaux de la Division des droits de l'homme en vue d'assister les rapporteurs et rapporteurs spéciaux de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission dans la préparation de leurs études, et les relations de travail fructueuses qui sont poursuivies à cette fin avec les Secrétariats de l'OIT, de l'UNESCO, de l'OMS et d'autres organisations. Le Secrétariat de l'ONU coopère également avec celui de diverses institutions spécialisées en vue d'assister les Groupes d'experts de la Commission des droits de l'homme chargés d'enquêter sur certaines situations, conformément aux directives de ces organes.

150. Certaines parmi les matières sur lesquelles porte la coopération entre secrétariats font l'objet d'échanges de vues lors de réunions formelles au sein de Comités ou Sous-Comités du Comité administratif de coordination. Par exemple, la Division des droits de l'homme a été représentée aux réunions des Sous-Comités du Comité administratif de coordination sur les problèmes de la jeunesse et sur les questions relatives à la population. Des réunions ad hoc ont eu lieu au sujet de la mise en oeuvre des Pactes. Ces discussions se sont généralement révélées très utiles.

151. Toutefois, une grande partie des activités de coopération et de coordination entre secrétariats dans le domaine des droits de l'homme s'effectue selon des méthodes moins formelles : réunions de temps à autre d'un petit nombre de hauts fonctionnaires responsables, sans procédure rigide, entrevues, voire entretiens téléphoniques. Ces méthodes ont été praticables dans le domaine des droits de l'homme en raison, sans doute, du nombre relativement restreint des fonctionnaires de chaque secrétariat chargés de ces questions. Elles ont permis, dans l'ensemble, une action rapide et des résultats positifs, dans une atmosphère constructive de confiance mutuelle.

152. Si l'on considère l'ensemble des activités de coopération et de coordination concernant les droits de l'homme, il apparaît que cette coopération et cette coordination dans le domaine des droits de l'homme, comme dans les autres domaines, sont d'autant plus efficaces qu'elles s'exercent à tous les stades du développement d'une politique. Il est souhaitable, par exemple, que les contacts nécessaires entre organisations aient lieu dès le stade initial de la préparation des études et avant-projets d'instruments. S'il n'en est pas ainsi, il peut être difficile, aux stades ultérieurs de la rédaction des conventions et déclarations, de tenir compte de manière appropriée des différents programmes et orientations. Des observations semblables peuvent être faites en ce qui concerne les activités opérationnelles d'assistance. Il semble qu'en ce qui concerne les activités relatives à la promotion et à la protection des droits de l'homme, cette nécessité de la coordination ab initio, pour chaque programme et projet, ait été en général bien comprise. Pour réaliser cette coordination, le rôle des secrétariats se révèle à cet égard important, car ce sont les secrétariats qui sont présents du premier jusqu'au dernier stade de la mise en oeuvre des projets.

Chapitre III

QUELQUES PROPOSITIONS ET SUGGESTIONS DE GOUVERNEMENTS ET D'ORGANISATIONS  
CONCERNANT LA COOPERATION ET LA COORDINATION EN MATIERE DE DROITS DE L'HOMME  
DANS LE SYSTEME DES NATIONS UNIES

153. Au cours des dix dernières années, un nombre considérable de propositions et suggestions concernant la coopération et la coordination dans le domaine des droits de l'homme au sein du système des Nations Unies ont été faites par des gouvernements, divers organes des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales. Ces propositions et suggestions figurent, en particulier, dans les textes suivants :

- a) des projets de résolutions et amendements présentés par des Etats Membres à la Conférence internationale des droits de l'homme tenue à Téhéran en 1968, et reproduits dans l'Acte final de la Conférence (A/CONF.32/41);
- b) les recommandations révisées du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme, M. Ganji, sur la question de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels (E/CN.4/1131);
- c) le résumé analytique de réponses que les Etats Membres ont adressées au Secrétaire général qui, en exécution de la résolution 10 (XXX) de la Commission, les avait invités à faire connaître leurs vues sur le programme de travail futur de la Commission (E/CN.4/1168 et addenda);
- d) le résumé analytique de réponses que les Etats Membres et les institutions spécialisées ont adressées au Secrétaire général, qui, conformément à la résolution 3221 (XXIX) de l'Assemblée générale, les avait invités à faire connaître leurs vues sur "les différents moyens et méthodes qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour mieux assurer la jouissance effective des droits de l'homme et des libertés fondamentales" (A/10235);
- e) un rapport sur ces questions présenté en 1974 par le Comité administratif de coordination (E/5488); et
- f) le rapport du Groupe d'experts sur la nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale (E/AC.62/9).

154. On mentionnera ci-dessous celles parmi ces propositions et suggestions qui paraissent avoir été le plus souvent reprises.

A. Quelques propositions et suggestions concernant la coordination en matière d'établissement de normes

155. Dans un projet de résolution présenté à la Conférence internationale des droits de l'homme, le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine a souligné que l'Organisation des Nations Unies devrait renforcer son rôle de coordination entre ses propres organes, ainsi qu'entre les institutions spécialisées,

en ce qui concerne l'élaboration et la mise en oeuvre de normes et de principes dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Faute de temps, cette proposition n'a pas été examinée.

156. Dans ses recommandations révisées, présentées en 1974 à la Commission des droits de l'homme, le Rapporteur spécial de la Commission sur la question de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels a estimé notamment que la Commission devrait encourager les travaux à l'échelon international ayant trait à la formulation de normes et d'indicateurs dans ces domaines, et il a souligné la nécessité d'une plus grande coopération à cette fin entre tous les organes intéressés <sup>1/</sup>.

157. En 1974<sup>2/</sup>, le Comité administratif de coordination a émis l'avis que la coordination des travaux législatifs des organisations internationales faisant partie ou non du système des Nations Unies devait servir - la mise au point d'un système intégré de droit des traités demeurant l'objectif primordial - à prévenir les chevauchements inutiles, prévenir les contradictions entre les obligations contractées par les Etats aux termes des différents instruments, et faire en sorte que ce soient les organisations le mieux placées pour le faire qui soient chargées d'élaborer les règles touchant des questions hautement techniques.

158. En réponse au Secrétaire général qui lui a demandé, conformément à la résolution 3221 (XXIX) de l'Assemblée générale, quels étaient les différents moyens et méthodes qui s'offraient dans le cadre des organismes des Nations Unies pour promouvoir les droits de l'homme, l'UNESCO a proposé de créer un organe international qui serait chargé entre autres de coordonner au sein du système des Nations Unies les activités en matière d'établissement de normes à propos de problèmes particuliers relevant de la compétence des divers organes s'occupant des droits de l'homme et de favoriser la ratification des instruments existants <sup>3/</sup>.

B. Quelques propositions et suggestions concernant la coordination en matière d'application de normes et d'activités opérationnelles en vue de la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels

159. A la Conférence internationale des droits de l'homme (tenue à Téhéran en 1968), les Gouvernements du Danemark, de l'Italie et de la Tchécoslovaquie ont proposé que l'Assemblée générale appelle l'attention du Conseil économique et social et de la Commission des droits de l'homme sur la nécessité d'étudier la question de la coordination entre les mécanismes de mise en oeuvre internationaux existant dans le domaine des droits de l'homme, en consultation avec les organisations intéressées,

---

<sup>1/</sup> E/CN.4/1131, par. 169 (17).

<sup>2/</sup> E/5488, par. 204.

<sup>3/</sup> A/10235, par. 120 et 121.

afin d'éviter des doubles emplois et d'éventuelles contradictions entre les évaluations des divers organes de mise en oeuvre 4/. Le Gouvernement du Nigéria a proposé de fonder en un organe unique les comités des droits de l'homme déjà créés ou qui pourraient l'être au titre des mesures d'application de convention internationales 5/. Faute de temps, ces propositions n'ont pas été examinées.

160. En examinant en 1974 la question de la coordination des activités internationales en matière d'établissement de normes, le Comité administratif de coordination a émis l'opinion qu'étant donné l'importance que revêtait l'interprétation uniforme des normes, il fallait autant que possible charger les personnes les plus compétentes en la matière d'examiner dans quelle mesure les normes sont respectées. Lorsque plusieurs organisations portent de l'intérêt à un instrument donné, il serait souhaitable que l'instrument lui-même contienne des dispositions en matière de coopération et que cette coopération s'effectue tant par une représentation réciproque que par l'échange de renseignements et d'observations, le cas échéant 6/.

161. Le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la question de la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels a recommandé d'établir les contacts et la coopération nécessaires entre tous les services de l'ONU et tous les organes des Nations Unies intéressés, particulièrement au moyen de réunions, d'échanges de renseignements et de consultations en vue de promouvoir de manière constructive une prise de conscience appropriée des questions relatives aux droits de l'homme que posent les projets de développement économique et social 7/.

162. Dans son rapport 8/, le Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies pour la coopération économique internationale, créé en application de la résolution 3345 (XXIX) de l'Assemblée générale en date du 17 décembre 1974, a formulé un certain nombre de recommandations importantes en vue de renforcer la coordination et, dans une certaine mesure, d'intégrer tous les services de l'ONU et tous les organes des Nations Unies qui s'occupent de coopération économique internationale. Ces propositions de coordination, qui sont actuellement étudiées de façon approfondie par un autre comité d'experts créé à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, peuvent être considérées comme ayant pour but d'assurer la jouissance pleine et entière des droits économiques, sociaux et culturels. En outre, le Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies a exprimé, en ce qui concerne le renforcement des organes des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme, certains avis dont il est fait mention dans la section ci-après.

---

4/ A/CONF.32/C.2/L.34, par.1.

5/ A/CONF.32/C.2/L.28, par. 10.

6/ E/5844.

7/ E/CN.4/1131, par. 169 (17).

8/ E/AC.62/9, annexe III.

C. Quelques propositions et suggestions concernant le rôle de la Commission des droits de l'homme dans la coordination des activités entreprises dans le domaine des droits de l'homme et les moyens de renforcer l'aptitude de la Commission à remplir ces fonctions

163. Dernièrement, divers gouvernements ont exprimé l'opinion que la Commission des droits de l'homme devrait jouer un rôle plus actif en ce qui concerne la coordination des activités de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme. On peut mentionner notamment à ce propos les réponses envoyées en 1974 par certains gouvernements à propos de la question de l'élaboration d'un programme de travail à long terme pour la Commission des droits de l'homme 9/.

164. A ce sujet, plusieurs gouvernements ont estimé qu'en rehaussant le statut de la Commission des droits de l'homme de façon qu'elle rende compte directement à l'Assemblée générale, on limiterait considérablement les doubles emplois et on faciliterait la coordination des activités dans le domaine des droits de l'homme 10/. Des propositions semblables avaient déjà été faites lors de la Conférence internationale des droits de l'homme (tenue à Téhéran en 1968) 11/ et à diverses reprises au cours de débats à la Commission des droits de l'homme et à la Troisième Commission 12/, et certains membres du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies pour la coopération économique internationale ont eux aussi exprimé ce point de vue 13/. Il a également été suggéré au cours des délibérations du Groupe d'experts que ce "Conseil des droits de l'homme", qui rendrait compte directement à l'Assemblée générale, pourrait être chargé notamment des tâches liées à l'entrée en vigueur du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. D'autres membres du Groupe d'experts ont suggéré en revanche que le Conseil économique et social transmette les rapports à la Commission à l'Assemblée générale sans en débattre.

165. Par ailleurs, de nombreux gouvernements ont reconnu qu'il faudrait prendre diverses mesures pour renforcer l'aptitude de la Commission des droits de l'homme à s'acquitter de ses tâches plus lourdes, y compris éventuellement un plus grand nombre d'activités de coordination. Ces suggestions, concernant notamment la prolongation des sessions de la Commission ou la tenue de plusieurs sessions par an et la possibilité de s'en remettre davantage à des groupes de travail qui se réuniraient pendant ou entre les sessions, ont été analysées en particulier dans le rapport de 1975 du Secrétaire général sur les différents moyens et méthodes qui s'offrent dans le cadre des organismes des Nations Unies pour promouvoir les droits de l'homme 14/.

---

9/ Ces réponses sont résumées dans le document E/CN.4/1168 et ses additifs.

10/ Voir par exemple le document A/10235, par. 116 et 117.

11/ Voir par exemple les documents A/CONF.32/L.14, par. 1, A/CONF.32/C.2/L.28, par. 11.

12/ Voir par exemple les documents E/CN.4/SR.1324 et A/C.3/SR.1143, par.5.

13/ E/AC.62/9, par. 62.

14/ A/10235, par. 109 à 122.

#### Chapitre IV

### OBSERVATIONS SUR LES TENDANCES PRINCIPALES QUI PARAISSENT SE DEGAGER EN CE QUI CONCERNE LES MOYENS D'INTENSIFIER LA COOPERATION ET LA COORDINATION RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME DANS LE SYSTEME DES NATIONS UNIES

166. Depuis la création de l'Organisation des Nations Unies et surtout, peut-être, depuis le début des années soixante, les peuples du monde ont pris conscience de plus en plus profondément de la nécessité d'une action internationale efficace en vue de résoudre divers problèmes d'importance vitale pour l'avenir de l'humanité : maintien de la paix, désarmement, développement économique et social, décolonisation, et protection et promotion des droits et libertés de l'homme. On a souligné que ce dernier problème affecte d'une manière importante la solution des autres. Le respect véritable de ces droits et libertés apparaît en dernière analyse, à beaucoup, comme l'objectif suprême des activités des Nations Unies. Comme l'ont souligné maints instruments adoptés par l'Organisation, la raison d'être de tout l'effort de développement économique est de promouvoir la dignité et le bien-être de l'individu, et de distribuer les fruits du progrès selon la justice 1/. Réciproquement, le développement économique et social, a-t-on affirmé, "exige" le respect des droits et libertés fondamentaux de l'homme 2/. En conséquence, on peut dire que l'aspect "droits de l'homme", le "facteur humain", est présent, au moins implicitement, dans la plupart des programmes des Nations Unies et que les questions relatives aux droits de l'homme jouent un rôle central parmi les autres préoccupations et activités des Nations Unies. Une action internationale cohérente et efficace en ce domaine doit constituer l'une des priorités les plus hautes de l'Organisation. Tout en tenant compte du caractère parfois changeant de l'insistance placée sur tel ou tel aspect de la protection de la dignité humaine sur le plan universel et de la soudaineté avec laquelle certains problèmes des violations des droits de l'homme se posent, il est évident que pour ces questions comme dans d'autres domaines, l'efficacité dans l'action présuppose la programmation et la coordination des projets, ainsi que des ressources adéquates.

167. Ce dernier élément semble n'avoir été souligné que récemment aux Nations Unies, en ce qui concerne les droits de l'homme. C'est seulement depuis quelques années que la Commission des droits de l'homme s'efforce d'élaborer son propre programme de travail unifié à long terme, et c'est à sa dernière - trente et unième - session en 1975, par sa résolution 10 (XXXI), qu'elle a accordé une attention particulière au problème de la coordination entre les différents organes et services du système des Nations Unies dont l'activité concerne, dans une mesure variable, les droits de l'homme. C'est que, pendant une longue période, ces activités, de caractère surtout normatif et exercées par un petit nombre d'organismes, ne présentaient pas de problèmes majeurs d'établissement des priorités et de coordination. La situation est sans doute différente aujourd'hui, car les Nations Unies ont à la fois étendu la portée de leurs concepts de base en matière de droits de l'homme, concepts qui

---

1/ Voir par exemple, Stratégie pour la deuxième Décennie du développement, résolution 2626 (XXV) de l'Assemblée générale, par. 7.

2/ Plan d'action mondial sur la population, par. 14 b).



embrassent désormais maintes questions de caractère scientifique, technologique, démographique et économique, et diversifié leurs méthodes d'action; le contrôle de l'application des normes et les activités d'information, d'éducation et d'assistance recevant autant sinon plus d'attention que les travaux législatifs. Il en résulte une complexité accrue des programmes concernant les droits de l'homme et certaines possibilités de dispersion et de doubles emplois. La coordination des activités relatives aux droits de l'homme dans le système des Nations Unies devient donc à la fois plus nécessaire et plus difficile à réaliser.

168. Conformément à la Charte, c'est au Conseil économique et social, assisté de ses organes subsidiaires, le Comité du programme et de la coordination et le Comité administratif de coordination, qu'incombe la responsabilité principale pour coordonner les activités relatives aux droits de l'homme, aussi bien que pour harmoniser ces activités avec les programmes dans les domaines économique, social et culturel. Ce n'est là, cependant, que l'une des fonctions du Conseil. Il doit notamment examiner quant au fond toutes les questions de développement économique, qui sont elles-mêmes devenues d'une extrême complexité. Leur étude est si absorbante que le Conseil a en principe décidé, par sa résolution 1768 (LIV) du 18 mai 1973, d'y consacrer toute son attention un an sur deux. Le Conseil doit aussi débattre quant au fond des questions qui lui sont soumises par la Commission du développement social, la Commission de population, la Commission de la condition de la femme, et le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et beaucoup d'autres organes et institutions. Devant faire face à ce que l'Assemblée générale a appelé "un programme de travail extraordinairement chargé" <sup>3/</sup>, le Conseil, comme on l'a vu au chapitre II, a confié des responsabilités de plus en plus importantes à son Comité du programme et de la coordination. Cependant, cet organe a souligné les grandes difficultés qu'il éprouvait lui-même à s'acquitter de ces tâches, y compris en particulier la coordination en matière de droits de l'homme. Le Conseil économique et social, à l'heure actuelle, poursuit ses efforts de rationalisation, conformément en particulier à la résolution 3341 (XXIX) de l'Assemblée générale et à sa propre résolution 1768 (LIV), en vue d'exécuter l'ensemble de son mandat de façon satisfaisante. Il a notamment réaffirmé, au paragraphe 11 de la résolution 1768 (LIV), sa volonté de continuer à s'acquitter de ses tâches en matière de droits de l'homme.

169. De nombreuses propositions et suggestions ont été et continuent d'être examinées en vue de renforcer l'aptitude du Conseil à accomplir ses dernières tâches. On se reportera, sur ce sujet, en particulier à la résolution 1768 (LIV) du Conseil et à la résolution 3341 (XXIX) de l'Assemblée générale qui a notamment envisagé la possibilité de convoquer des réunions du Conseil selon les besoins tout au long de l'année et qui a prié le Conseil d'étudier les modifications qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au système actuel de la coopération interorganisations.

---

<sup>3/</sup> Résolution 3341 (XXIX) du 17 décembre 1974 de l'Assemblée générale.

Le rapport du Groupe d'experts sur la structure globale des Nations Unies dans les domaines économique et social 4/ contient des propositions de grande portée concernant le Conseil et ses travaux. Conformément à la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale, du 16 septembre 1975, le Comité spécial sur la restructuration des secteurs économiques et sociaux du système des Nations Unies a commencé ses travaux en vue de renforcer l'aptitude du système des Nations Unies à traiter efficacement des problèmes de coopération économique internationale et de développement, à la lumière notamment du Programme d'action pour l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial et de la Charte des droits et des devoirs économiques des Etats.

170. On ne peut préjuger des résultats de ce nouvel examen approfondi des structures et des méthodes qui touchent à la coordination dans les domaines économique, social et des droits de l'homme aux Nations Unies. A l'heure actuelle, toutefois, il apparaît que la tendance dominante au sein du Conseil, étant donné l'ampleur du programme de travail, soit, comme il l'a décidé dans sa résolution 1768 (LIV), de "concentrer son attention sur les grands problèmes" et d'élaborer "des principes et des directives de politique générale appropriées pour les activités des organismes des Nations Unies".

171. Dans ces conditions, on peut être amené à envisager que la coordination concernant les droits de l'homme aux Nations Unies, tout en étant soumise à l'examen général du Comité du programme et de la coordination et du Conseil, fasse de manière croissante l'objet de préoccupations et de travaux de la Division des droits de l'homme qui s'inspirent étroitement des discussions et des vues exprimées au sein des organes gouvernementaux et d'organes d'experts actifs dans le domaine des droits de l'homme, conformément aux dispositions de la Charte, ou établis conformément aux dispositions de celle-ci.

172. La Commission des droits de l'homme devrait assumer un rôle important à cet égard en tenant compte des problèmes de priorités et de coordination dans l'examen des diverses questions à son ordre du jour. Cette suggestion serait en harmonie avec les vues exprimées récemment par le Secrétaire général sur la coordination en général en ce qui concerne la désignation d'un organe "responsable" (lead agency) pour chaque domaine dans tout le système 5/. Cette approche aurait l'avantage, sans doute considérable, de confier une grande partie des travaux sur la coordination concernant les droits de l'homme à des organes du système des Nations Unies qui sont principalement et directement compétents pour l'examen du fond de ces questions. L'expérience acquise grâce à ces travaux de fond, qui par leur nature ont souvent conduit la Commission à étudier les activités connexes d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies et d'institutions spécialisées, s'avèrerait sans doute très utile pour bien comprendre les problèmes de coordination relatifs aux droits de l'homme.

173. En outre, au cours des cinq dernières années, notamment lorsqu'elle a examiné le rapport de M. Ganji, la Commission a accordé une attention croissante aux droits économiques, sociaux et culturels, ce qui lui a permis de se familiariser encore davantage avec un grand nombre d'activités des organismes autonomes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées dans ces domaines. Elle a

---

4/ E/AC.62/9.

5/ Voir par exemple E/5524, par. 25 c) du 30 mai 1974.

d'ailleurs, à sa dernière session, décidé de maintenir l'examen de ces questions chaque année à son ordre du jour en lui accordant un rang élevé de priorité. Par ailleurs, si le Conseil économique et social, utilisant la faculté qui lui est offerte par l'article 19 du Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, renvoyait à la Commission des droits de l'homme pour étude et recommandait les rapports des institutions spécialisées présentes conformément à ce Pacte, la Commission des droits de l'homme aurait en main des données particulièrement pertinentes sur lesquelles elle pourrait se baser pour formuler des recommandations au Conseil notamment sur la coordination relative aux droits économiques, sociaux et culturels.

174. Il est vrai que la Commission des droits de l'homme, comme elle l'a elle-même souligné, a aussi des difficultés à exécuter un programme de travail de plus en plus chargé. Plusieurs suggestions ont été faites en vue d'améliorer la situation à cet égard, concernant par exemple la prolongation des sessions, la tenue de sessions extraordinaires ou supplémentaires, et le recours accru à la méthode des groupes de travail <sup>6/</sup>. Ces difficultés semblent être, toutefois, plutôt moins graves qu'elles ne le paraissent il y a 2 ou 3 sessions. On peut raisonnablement espérer que, grâce notamment à une meilleure utilisation de son temps de séance, de la méthode de consultation informelle entre ses membres, de réunions plus fréquentes de son bureau au cours de sessions consacrées notamment aux problèmes de coordination, et peut-être aussi au regroupement éventuel de quelques points de l'ordre du jour, la Commission serait en mesure de consacrer le temps nécessaire à l'examen des principaux problèmes de coordination. Elle pourrait d'ailleurs envisager de se faire assister à cet égard par la Sous-Commission qui, à sa dernière session, a élaboré un programme de travail quinquennal qui lui permettrait peut-être de réserver certaines séances pour l'examen des questions de coordination.

175. En ce qui concerne la coopération entre les secrétariats, on ne voit pas la nécessité de suggérer des changements substantiels à la pratique actuelle. Cette pratique, caractérisée par une grande souplesse et l'emploi de méthodes non formalistes, a donné dans l'ensemble des résultats positifs. On pourra sans doute continuer à l'appliquer dans l'avenir dans un assez grand nombre de domaines. En effet, si les questions à régler gagnent en complexité, les services et les fonctionnaires qui en sont chargés en général restent les mêmes pendant des périodes assez longues, ce qui facilite les contacts humains et permet de recourir à ces méthodes de coordination rapides et directes.

176. Les procédures du Comité administratif de coordination et de ses comités et groupes ad hoc restent disponibles et peuvent être sans aucun doute d'une grande utilité, s'agissant de questions particulièrement complexes qui nécessitent des échanges de vues approfondis entre plusieurs services. Tel pourrait être le cas par exemple pour certaines questions de coordination avec les institutions spécialisées pour la mise en oeuvre des Pactes relatifs aux droits de l'homme.

177. Sous réserve des travaux futurs concernant la restructuration du système des Nations Unies et la rationalisation des travaux du Conseil, les vues et suggestions contenues dans ce dernier chapitre paraissent être, à l'heure actuelle, celles dont l'application permettrait dans les meilleures conditions la mise en oeuvre d'une coordination souple et efficace, basée sur l'expérience des questions de fond en matière de droits de l'homme, sans création d'organes nouveaux ni, probablement, d'incidences financières substantielles.

---

<sup>6/</sup> Voir par exemple E/CN.4/1168 et additifs, et A/10235.